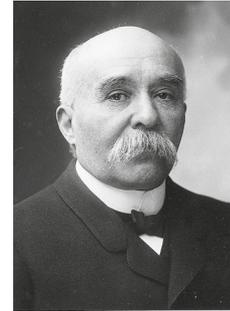


LES
RADICAUX
DE **GAUCHE**



LE MANIFESTE
RADICAL

Les Radicaux de Gauche



Discours du Tigre - Georges Clémenceau à l'Assemblée Nationale :

«...Vous êtes en face d'un pays où se dressent les problèmes les plus graves pour une nation, à savoir comment vous pouvez organiser un gouvernement régulier fondé sur le principe de la Liberté. Depuis cent ans tous nos gouvernements sont venus échouer contre la Révolution. Réussirons-nous à organiser, à régler l'évolution pacifique au grand bénéfice de tous ?...»
Terriblement d'actualité !

Les Radicaux de Gauche LRDG : Le Manifeste

© LRDG Août 2023.

ISBN : 978-2-9589630-0-2

Directeur de la Publication : **Stéphane Saint-André**

Rédacteur : **Jean Levain**

Contributeur : **Olivier Taconet**

Autres contributeurs : **Isabelle Amaglio-Térisse**

Yann Bernard, Philippe Broudeur,

Pierre-Emmanuel Costeux, Marianne Ory.

Design couverture et mise en page imprimeur : **Marine Saint-André**

PAO Jean-Pierre Bernard - Cercle Jean Zay Bretagne

Imprimeur : **DB PRINT - 59**

Plateforme Programmatique LRDG

Marianne Ory - Jean-Pierre Bernard

**LES
RADICAUX
DE GAUCHE**

ÉDITO

Unir, Innover, Dialoguer, Convaincre.

Ce manifeste est la transposition de la plate-forme programmatique sur laquelle travaillent les Radicaux de Gauche.

C'est la base sur laquelle nous nous appuyons désormais pour participer à la reconstruction d'une gauche de gouvernement laïque, européenne, et solidaire.

Héritiers de grandes figures de l'histoire, politique française, comme Combes, Clémenceau, Caillaux, Herriot, Jean Zay, Jean Moulin, Gaston Monnerville, Pierre Mendès-France, Michel Crépeau, Maurice Faure ou encore, Christiane Taubira, les Radicaux de gauche sont attachés aux valeurs essentielles de la République, l'égalité, la liberté, la fraternité, le solidarisme, la laïcité et l'humanisme.

Notre République est aujourd'hui malmenée par les inégalités économiques et le chômage accentués par les effets néfastes du libéralisme économique. Ce qui importe pour la gauche, aujourd'hui, c'est de garder une place pour ce qui la rassemble, ce qui la transcende, pour ce que l'histoire retiendra, à savoir l'intérêt général.

La défense de la République, nous donne la force de combattre les tentations réactionnaires et populistes et de nous hisser à la hauteur de l'histoire.

La politique c'est l'art du possible, disait Gambetta.

L'action ne laisse pas de place à la démesure, aux excès de toutes sortes, à la mégalomanie, à la démagogie, ni au populisme.

C'est fort de cet enseignement, qu'il est essentiel que la gauche de gouvernement s'unisse, innove, prenne le temps de convaincre, investisse à nouveau dans le dialogue avec les corps intermédiaires pour construire, sans avoir peur de l'avenir et sans rougir du passé. La reconstruction de cette gauche de gouvernement est possible, à condition qu'elle soit elle-même, à condition qu'elle accepte le rassemblement sans compromission, et à condition aussi qu'elle soit fière de tout ce qu'elle a accompli.

Les Radicaux de Gauche (LRDG) ont l'ambition de porter leur singularité radicale dans le débat politique à gauche, partout où cela est possible localement à l'invitation des

autres partis, en créant des débats et des occasions de rencontres dans les configurations les plus larges (avec des associations, des collectifs, des syndicats etc.) et de la même manière au niveau national.

Notre ligne Politique est toujours, et sans ambiguïtés, celle d'une gauche républicaine solide et ouverte aux autres. Nous refusons le sectarisme, le repli sur soi, le rétrécissement et appelons au dialogue. C'est, pour nous, la seule option pour que nos convictions résonnent en actes, pour que demain ou après-demain, la gauche soit de retour dans les collectivités, au Parlement et au Gouvernement.

Les Radicaux de Gauche seront au rendez-vous !



Isabelle Amaglio-Térisse
Co-Présidente



Stéphane Saint-André
Co-Président

Les Radicaux de Gauche - LRDG : LE MANIFESTE RADICAL

Comme le précise son texte introductif, notre Manifeste veut contribuer à répondre à une urgence citoyenne de plus en plus forte et évidente, alors que le pouvoir actuel reste à bien des égards dans le déni. Il s'agit aussi de démontrer notre valeur ajoutée au débat national et de renforcer notre capacité de proposition et de dialogue. Ce Manifeste doit donc viser la simplicité et éviter de postuler chez les lecteurs une culture politique approfondie. Il doit éviter un recours excessif à l'abstraction, aux mantras ou aux généralités, ces « plaies » des programmes politiques.

Il arrive à point car nous voici à une croisée de chemins. Loin de s'attaquer aux problèmes de fond, un pouvoir d'esprit conservateur remplace le savoir et l'expérience par le faire savoir et le bluff, vendant avec cynisme une triple tricherie en France, en Europe et dans le monde. Tricherie sur le casting quand des technocrates vivant en osmose avec le secteur privé et la finance démantèlent méthodiquement les structures de l'Etat. Tricherie quand ils détournent l'idéal européen vers un ersatz, une UE géographiquement déséquilibrée et démocratiquement hors-sol. Tricherie enfin sur la démocratie, quand on gouverne à coups de 49.3 et d'artifices. Pis encore, aucun projet global répondant aux défis planétaires n'est proposé.

Il s'agit pour nous de défier la doxa imposée et de pallier le déficit d'imagination du pouvoir en faisant valoir nos propres idées. Nous proposons pour cela, en puisant aux sources du radicalisme, d'élaborer une réflexion politique originale et actuelle et d'esquisser un projet social pour la France. Nous n'avons d'ailleurs aucune raison de faire des complexes, d'abonder dans le conformisme social-démocrate ni de donner la priorité aux considérations tactiques.

Nous aborderons successivement les sujets majeurs, regroupés en trois chapitres qui nous semblent caractériser l'esprit radical. Des propositions illustreront, à l'intention des citoyens et des media, ce qui nous distingue au sein de la gauche. Quant à celle-ci, pour mériter son retour aux affaires, elle doit à la fois s'unir et rester fidèle à sa vocation essentielle : défendre et promouvoir la justice sociale, même si c'est sous des formes différentes de celles d'hier.

Pour rendre à notre RÉPUBLIQUE :

I. SA FORCE :

1. Equilibrions les pouvoirs : les élections législatives doivent précéder l'élection présidentielle, tous les mandats être limités à 3 dans le temps et le vote blanc, reconnu comme suffrage exprimé. Parallèlement, le vote des citoyens étrangers non-UE doit être enfin instauré aux élections locales tout comme le caractère obligatoire du vote.

2. Réformons notre fiscalité avec : moins de taxation indirecte, un travail sur l'adhésion à l'impôt payé par tous en échange d'une véritable transparence de la dépense, la taxation de l'outil de travail plutôt que du seul emploi, une pénalisation si possible internationale des entreprises qui à grande échelle induisent de la dépense publique en mettant en danger les populations, leur santé et leur environnement. Exemples : les industries agro-alimentaires et du tabagisme, les réseaux de restauration rapide, la surconsommation de produits numériques. On ne peut à la fois donner par principe raison « aux marchés » et prétendre gérer la planète de façon responsable.

3. Rendons l'éthique de l'Etat exemplaire : gestion transparente et rigoureuse des participations, sanction publique des résultats globaux obtenus dans les entreprises publiques ou semi-publiques, démission automatique de la fonction publique pour les hauts-fonctionnaires évoluant vers le secteur privé ou les cabinets de conseil, inspections centrales rattachées directement au Parlement et non aux ministères inspectés. Envisageons aussi une saisine directe de la Justice par la Cour des Comptes. Stoppons la prolifération d'OVP (organisations en voie de privatisation) et des Partenariats (sic) Public-Privé, qui obèrent toute conduite politique des grands projets.

4. Appliquons l'indépendance décisionnelle et financière des collectivités, édictée par la Constitution mais sans cesse rognée dans les faits par « Bercy » qui centralise les recettes et décentralise les dépenses. Le suffrage universel direct et le principe de parité H/F doivent être appliqués aux délégués intercommunaux de façon à en mieux légitimer les choix.

5. Faisons évoluer le service public dans le bon sens avec la création d'un Service Public de l'Energie, d'un Service Public de l'Eau, d'un Pôle public des médicaments et produits médicaux, un service public des transports. Un maillage des services publics de proximité doit être garanti par l'Etat. Le service public doit former un tout, offrant à tous ses agents une carrière riche et diversifiée et solidarisant l'ensemble des agents.

II. SON UNITÉ :

6. Sous l'égide de la laïcité, ne craignons pas de réformer non seulement l'Ecole publique mais l'ensemble du système d'instruction publique et d'éducation, touchés par les évolutions sociales et technologiques.

Côté enseignement, avec la revalorisation du métier d'enseignant sanctionnée par le rétablissement d'un réseau d'écoles normales où principes et pédagogie jouent un rôle essentiel et une réelle appréciation des enseignements techniques et professionnels.

Côté éducation, l'action -ou l'inaction- du ministère éponyme doit cesser d'être technocratique et associer tous les acteurs de l'Education (Collectivités, services de l'Etat, Familles, Media et Réseaux, enseignement privé sous contrat, Associations).

Côté laïcité, la loi Debré doit être révisée pour conditionner clairement l'octroi de l'aide de l'Etat à la signature d'un pacte républicain précis pour les écoles à vocation marchande ou confessionnelle. Pas de pacte, pas d'aide.

7. Dans le même esprit, créons une filière éducative territoriale organisée, travaillant en coordination avec le ministère national et le monde associatif pour assurer aux jeunes un complément éducatif grâce des formations non seulement artistiques (comme actuellement) mais aussi au comportement citoyen en matière d'environnement, de culture, de comportement civique. Au moment où de façon évidente la seule école publique ne peut assumer, outre sa fonction principale d'enseignement, toutes les tâches éducatives, le « périscolaire » peut voir sa valeur ajoutée considérablement augmentée par les collectivités locales, qui assurent aussi un service public : éducation civique, culturelle, formation au discernement citoyen face aux media et propagandes, lien à l'international. L'éducation populaire revigorée sera un partenaire essentiel d'un tel mouvement.

8. Toujours pour reconstruire le creuset républicain, nous proposons la création d'un service civil obligatoire universel de transition citoyenne de l'ordre d'un an, qui n'aura bien entendu aucun rapport avec l'ex-service national armé lequel relève d'une armée de conscription ni avec le dangereux embrigadement d'adolescents instrumenté par l'actuel gouvernement. Le devoir de servir et l'apprentissage actif de l'entrée en société nécessitent du temps et une organisation sérieuse et ne doivent être détournés ni en « camps d'été » ni en lieu de rééducation gérés par l'Armée. Le Service concerne obligatoirement toutes et tous les jeunes sans exception et l'argent de la République ne saurait être mieux investi car il aura un rôle d'intégration, de prévention et de préparation professionnelle et soulagera aussi de missions annexes les services de protection et de sécurité.

9. Dans la même ligne encore renforçons la capacité de jugement de nos élus territoriaux en instaurant une formation obligatoire, rapide et préalable à l'exercice des principales délégations territoriales (urbanisme, sécurité, finances, éducation, social, culture). De bons élus sont des élus formés, ce qui leur donnerait une chance

supplémentaire de reconversion ultérieure. Dans cette formation et au-delà, nous voulons donner à la Culture partagée qui est un ciment essentiel pour notre société, un rôle essentiel pour nos territoires et implique donc une formation dans les domaines susdits.

10. Réformons la loi El Khomry (dont le texte d'origine avait déjà été très fortement et heureusement amendé) et abrogeons les lois Pénicaud et Borne, facteurs d'injustice et d'exclusion.

11. Ratifions la Convention Internationale (C.190) de l'OIT contre toutes les violences faites aux femmes dans le monde du travail. La chasse au sexisme et au traitement inégal des genres ne doit pas connaître d'exceptions. La création d'un Observatoire régional indépendant dans toutes les régions devrait y contribuer.

12. Revenons sur le principe du méga-ministère de Bercy qui loin de dynamiser notre industrie, de décentraliser la République, de rétablir nos comptes extérieurs en déroute, de limiter la dette, de résister aux lobbies divers, d'être imperméable aux circulations de données personnelles et de se laisser piloter par des cabinets de conseil, réalise de plus en plus l'inverse de tout cela. Devenue la grande allée du pouvoir, il par contre inspiré au travers de l'Inspection des Finances une doxa qu'on peut depuis des années juger aux résultats, avec un pouvoir devenu hors-sol. Dans un premier temps, on peut instaurer une procédure de vote du plafond de la dette selon le modèle américain.

13. Un ministère de plein exercice de la croissance vertueuse, de la Recherche et des technologies du futur disposant de spécialistes attachés permettrait à la nouvelle organisation de mettre en œuvre de véritables stratégies nationales et européennes à long terme de relocalisation et de ré-industrialisation ; d'assurer la transition vers l'agro-écologie pour améliorer la qualité de notre alimentation et garantir notre autosuffisance ; de piloter la coopération internationale, francophone et européenne sur les nouvelles technologies d'information.

14. Instaurons une journée nationale mais aussi internationale de la Laïcité afin de rappeler à nos fidèles amis francophones aussi bien qu'à ceux de l'UE que nous n'entendons sous aucun prétexte abandonner les principes essentiels de la loi de 1905 et nous en laisser imposer d'autres. La lutte contre tous les intégrismes religieux ou politiques reste d'actualité et il faut la promouvoir.

15. Pour que tous nous bénéficions d'un bon service de santé, créons un contrat adaptatif pour les jeunes médecins et auxiliaires médicaux de proximité. Il leur offrirait en début de carrière, outre une rémunération en rapport avec leur niveau d'études et leur activité et en échange de leur localisation en « désert médical », un statut semi-public avec allègement de leurs tâches administratives, les praticiens ayant en fin de période le choix du retour assisté ou non (en fonction des mérites acquis) au statut libéral. Ceci n'est

qu'un volet urgent d'une réforme globale et nécessaire du système de santé, laquelle doit à la fois permettre au citoyen d'être pleinement conscient des budgets qu'il consacre à ce bien essentiel qu'est la santé pour tous et d'optimiser sa gestion par une véritable décentralisation ou une déconcentration de partenariats (et non style ARS).

16. Quoi de plus universel que la cessation de la vie ? Et quel sujet mérite davantage la liberté? Dès 1978 avec Henri Caillavet, les Radicaux revendiquaient le droit à mourir dans la dignité. Il est devenu urgent d'adapter la loi au changement sociétal, en dialogue avec les associations engagées dans cette problématique de société.

III. SON AVENIR :

17. Etablissons une planification qualitative articulant un projet nouveau de développement global, dans l'esprit de ce que fut le vrai CNR, projet que l'ensemble de la population attend en vain depuis des années pour se mobiliser face à une caste dirigeante qui fuit toute responsabilité, suscite des choix par défaut, gouverne à vue et renvoie à d'autres le travail de créativité à long terme qui lui revient. Ce projet devra, une fois formalisé, être soumis au suffrage universel direct, inadapté aux questions de société mais indispensable à la cohésion nationale sur les sujets majeurs.

18. Les gouvernements de gauche doivent intégrer l'écologie et non la soustraire politiquement à d'autres. Les nouveaux droits « planétaires » doivent être établis et mis en œuvre, à commencer par l'accès à l'eau avec la renationalisation de sa distribution. Nous proposons entre autres l'obligation pour les collectivités de mettre ou faire mettre à disposition des points d'eau potable, des douches et toilettes publiques en nombre et entretien suffisants sur leurs territoires. Il faut aussi créer une aide préventive pour l'accès à l'eau potable. L'équilibre entre la demande et la ressource se trouvera dans la priorité politique donnée aux droits essentiels plutôt qu'à la consommation indifférenciée de tous les biens selon la doctrine libre-échangiste.

19. Avec une communauté de 300 millions de locuteurs, la francophonie se pose en alternative au « tout anglo-saxon » mais c'est aussi un art d'exister, une culture essentielle et... un marché familial où nous avons nos atouts. Nous voulons la relancer par un pacte de créativité partagée, sur la base d'un rejet global de tout esprit néo-colonialiste. De nombreux projets de coopération active doivent naître, soutenus non par des mots mais par des actes sous forme d'investissements massifs.

Parallèlement, constituons des plates-formes planétaires de développement régional alliant un ou plusieurs pays développés (Espagne, Italie, France, Portugal, Roumanie, UK), des BRICS et des pays émergents autour de pôles universitaires et de recherche pouvant être en partie basés dans nos outre-mers. L'influence et les marchés se perdent facilement comme en atteste le gouffre de notre commerce extérieur que les ventes d'armes au tout venant ne pallieront jamais ; il faut donc les reconstruire et cela passe

par un engagement culturel et politique massif qui serait, lui, cohérent et robuste.

20. Proposons une Communauté Européenne de Défense élargie si possible à la Grande-Bretagne donc appuyée sur les deux seules forces de dissuasion du sous-continent et conservons à l'UE sa vocation essentiellement économique. L'Europe ne se construira pas au galop « contre » telle ou telle puissance mondiale, encore moins en se rendant totalement dépendante de l'une d'entre elles devenue un Parrain qui présente déjà la facture de sa protection supposée et ce dans tous les domaines. Pour cela, sa défense devrait être techniquement et politiquement crédible. Or sans dissuasion nucléaire indépendante et responsable, elle ne peut l'être et le rêve d'une UE mutant en « Europe politique » s'effondrera ipso facto.



LES
RADICAUX
DE GAUCHE

LE MONDE A DES EXIGENCES

La tâche minimale de tout programme politique : lui formuler des réponses.

Les propositions radicales doivent y répondre.

La crise que connaît la France, la crise que connaît la République, la crise que connaît l'Europe est sans précédent. Elle s'inscrit dans une perte de repères mondiale qui oblige le monde politique, à un renouvellement de sa représentation, de son action et de ses propositions, sans lesquels il pourrait être appelé à disparaître ou à subir une crise plus grave encore.

Le macronisme a pris acte de cette crise, en la renforçant. En agissant de façon à ce qu'il soit le seul rempart politique face au populisme porté par les héritiers de l'extrême droite, il a affaibli les partis politiques à droite et à gauche, contribuant à l'émiettement de l'échiquier politique et à une défiance croissante de la population vis-à-vis de sa représentation, se traduisant notamment par une baisse drastique de participation électorale. On peut aussi noter, par la multiplication des partis ou micro-partis, tels que les animalistes ou le dernier avatar d'un parti des handicapés, que la population prend ainsi la mesure d'une incapacité des partis politiques à proposer une réponse globale aux populations, le tout trouvant prise notamment dans ce qu'il est convenu d'appeler le wokisme⁽¹⁾, soit un morcellement des populations et de leurs revendications, et de leur incapacité à dialoguer.

L'élection de Emmanuel Macron en 2017, outre la capacité d'un individu à profiter d'une conjoncture politique particulière, a été le révélateur d'une crise structurelle qui non seulement défigurait les points de repères nationaux mais s'étendait bien au-delà de la nation française, touchant l'Europe, puis le monde entier.

La crainte n'évite pas le danger, et les commentaires sur les événements qui ont marqué les dernières décennies le démontrent : le pessimisme est réactionnaire et la démarche radicale est délibérément optimiste.

L'objet du programme radical n'est pas le reflet d'un dogme. Les radicaux sont par essence à la pointe de l'idéal républicain, étant à l'origine de ces principes et de ses lois fondatrices. Liberté, égalité, fraternité, laïcité, lois sur les libertés fondamentales (liberté de la presse, d'expression, liberté de culte, loi sur la séparation de l'église et de l'état mariage pour tous ..), ils ont par ailleurs le sens de la responsabilité, le sens de l'Etat, et la capacité à adapter leurs valeurs au contexte politique, économique et géopolitique. Ils sont universalistes, progressistes et ne renoncent pas à leurs idéaux dont ils ont la certitude que ces principes constituent la colonne vertébrale de leurs principes humanistes.

Bien au-delà du macronisme cependant, il convient non seulement de resituer la crise dans son contexte historique, dont nous ne ferons pas l'analyse exhaustive par manque de place,

mais aussi, parce que nous nous situons dans le contexte d'une politique nationale, de voir la façon dont elle s'est manifestée en France, sans ignorer le cadre européen et international de ces manifestations. Nous estimons en effet que tant par la montée de l'abstention, par la montée des violences urbaines, par la montée de l'extrême droite et du populisme en France, en Europe et dans le monde, que par les événements puissants qu'a vécu la population, celle-ci a parlé aux politiques et que la tâche minimale de tout programme politique et de lui formuler des réponses. La naïveté désarmante du Président Macron, qui a repris comme un gimmick la formule burlesque « qui aurait pu prévoir ? » situe la faiblesse de la réponse politique aux aspirations et angoisses de la population. L'opposé de la mission du politique exposé dans la formule antagonique « gouverner, c'est prévoir ».

Nous prendrons les questions telles qu'elles se sont posées, telles que nous avons été capables de les entendre pour faire quelques suggestions qui sont à notre sens à même de porter le débat au sens du mouvement radical, avant de l'étendre à l'ensemble des forces de gauches puis au sein de la population. Il ne s'agira pas là, encore une fois de faire une analyse exhaustive des ces mouvements, et, bien entendu, comme toute crise sociale et à la fois sociétale, il est impossible de cloisonner chaque mouvement en leur faisant dire ce qu'ils n'ont pas dit, mais de développer notre capacité d'écoute et de développer à partir de là des perspectives en lien avec les attentes, les propos, bref de faire le contraire de ce qu'ont fait les gouvernements Macron à savoir laisser pourrir les problèmes pour s'en débarrasser.

UN ÉTAT DES LIEUX ET DES PISTES

LES GILETS JAUNES

« La fin de mois contre la fin du monde »

Par sa violence, par sa durée, le mouvement des gilets jaunes a mis en exergue les problèmes traversés par la société française et au-delà.

Son succès inattendu tient bien sûr à l'usage contrôlé des réseaux sociaux, au plaisir de mettre en commun un ensemble de satisfactions et au besoin d'agir. Il est à noter que sur ce point, comme sur l'ensemble des crises manifestées, la France s'est retrouvée sous les projecteurs du monde entier, reprenant sa place de marqueur universel de la politique et de la société.

Que disait cette crise ?

Elle a des aspects délibérément modernes. Ainsi à partir d'une décision gouvernementale a priori logique et qui n'a pas fait l'objet de contestation politique au sein des mouvements traditionnels, la contestation s'est répandue comme une trainée de poudre.

Elle a touché en priorité l'habitat pavillonnaire, apparaissant en contrepoint des émeutes des cités qui avait marqué la France en 2005. Cette population a ressenti comme une agression personnelle l'augmentation de la taxe sur l'énergie, qui portait atteinte au niveau de vie. Le mouvement a été porté par une population adulte, salariée parfois en situation précaire, qui avait fait le choix dangereux de se lancer dans une démarche d'acquisition d'une maison, souvent soumis à une situation difficile, le tout étant accentué par des situations familiales sous tension. Ainsi, en sus des emprunts à rembourser, s'ajoutaient souvent des problèmes liés à la difficulté des foyers explosés, ce qui a eu pour conséquence de mettre en valeur pour la première fois d'un mouvement où les femmes avaient un rôle médiatique et social majoritaire.

Pour se tenir à l'écart des formations politiques, et notamment des tentatives de récupérations par l'extrême droite, le mouvement des gilets jaunes a posé des questions clairement politiques.

1) En mettant en cause le développement mal maîtrisé de l'habitat pavillonnaire et de la distance constatée partout entre le lieu de vie et le lieu d'habitat.

2) L'isolement pourtant souhaité au départ de cette population, et l'on sait à quel point le vote pour l'extrême droite en a été le marqueur politique (plus la population était isolée plus le vote R.N) était fort. En demandant une écoute à laquelle le gouvernement Macron a tenté de répondre en instituant le grand débat et en allant lui-même se frotter à cette population. Malheureusement le seul débat, quand bien même le RIC était la revendication emblématique du mouvement, n'était pas en mesure de résoudre les problèmes.

3) Le mouvement s'est prolongé avec une violence aussi inédite qu'inattendue, mais n'a pas perdu son soutien au sein de la population française. Les sondages, ainsi que les nombreux relais au sein de la station populaire France Bleu (réseau national et départemental) y font référence.

4) Le mouvement a montré une grande capacité de réflexion et d'action politique d'une population qui s'en était éloignée.

Ce que nous apprend la crise des gilets jaunes

Cette crise a laissé le monde politique sans voix. Le gouvernement n'y a surtout pas apporté de réponse attendant son pourrissement pour se débarrasser du problème.

Tout en sachant qu'il n'y a pas de solution miracle, les radicaux proposent quelques pistes.

1) La crise est révélatrice d'un besoin de justice, tout exprimée dans la formule : la fin du monde contre la fin du mois. Les mutations imposées par le réchauffement climatique, ainsi que par la nature de notre monde fini, implique une réflexion profonde, coordonnée et internationale sur nos modes de production. Le rôle de la gauche de veiller au respect du principe d'égalité, les populations défavorisées risquant d'être les premières victimes de mutations nécessaires.

2) Développement et multiplication des débats autour des lieux de vie, avec une sorte de référents ou d'élus au sein des espaces pavillonnaires. Les services publics doivent y être relayés.

3) Blocage de toute construction ayant pour conséquence d'éloigner une population des centres de vie.

4) Développement de l'écoute des populations. Sur ce point, les services publics ont eu tendance par la numérisation à améliorer leur rendement. Les économies réalisées doivent être utilisées pour développer l'assistance humaine aux besoins humains pour des situations complexes.

LA CRISE DU COVID

« Le rôle de l'Etat »

Le premier enseignement que l'on doit retirer de la crise du Covid est le renforcement du rôle de l'Etat, ainsi ce dernier que l'on pensait voué à accompagner le développement économique tout en tentant d'en tirer les possibles avantages en concurrence avec d'autres entités étatiques. La crise du Covid, le confinement appliqué au niveau mondial avec plus ou moins de bonheur mais avec une contrainte généralisée a replacé le rôle de l'Etat et des Etats au cœur des dispositifs. C'était un phénomène totalement surprenant, mais loin d'être anecdotique dont il y a lieu de tirer les conséquences, dont la première est l'importance du rôle du politique. Ainsi, au-delà des maladresses et mensonges du gouvernement et qui se sont faits ressentir au niveau de masques et de la fournitures des médicaments, la crise a mis le doigt sur l'épuisement de notre système de santé, des besoins hospitaliers.

Le deuxième enseignement est bien sûr l'importance de ceux qu'on a appelé les premiers de cordée en opposition au discours macroniste sur les premiers de cordée et autre ruissellement montrant à quel point le fait de faire société était prépondérant mais surtout que l'on s'est rendu compte que ceux que la société au quotidien s'en rendre compte se révélaient indispensables de la même manière qu'il faut parfois un pépin physique pour réaliser à quel point tout dans un corps est nécessaire.

Ainsi, les radicaux de gauche proposent un travail conjoint avec les syndicats représentatifs du personnel de prêter une attention toute particulière sur tous ces emplois précarisés et précaires touchant non seulement les employés des magasins grands, moyens et petits, des agents intervenant auprès des personnes âgées, des aidants et de tout un ensemble d'agents afin que le Smic ne soit pas le seul enjeu de revendication salarial mais qu'un projet politique accompagne tous les salariés en situation de précarités qui ont notamment constitué les bataillons des gilets jaunes.

Or, on a pu mesurer aussi, indépendamment du rôle de l'Etat, à quel point la société était capable de faire corps, d'accepter des mesures difficiles, à partir du moment où les notions d'utilité et de solidarité étaient respectées. Ces éléments auxquels ni la société, ni le

gouvernement n'ont fait écho, doivent inciter au plus grand optimisme pour l'action politique.

L'INVASION DE L'UKRAINE

« De nouvelles réalités »

Le 24 février 2022 l'armée de Vladimir Poutine n'a pas seulement envahi l'Ukraine en se lançant dans un conflit monstrueusement stupide, elle a aussi enterré la théorie de la fin de l'histoire dont le caractère tragiquement absurde a été révélé. Non, le capitalisme laissé à lui-même, ni même, pour le dire autrement, le développement économique, ne saurait résoudre les problèmes de l'humanité à la place de l'humanité. Qu'il s'agisse des équilibres entre grandes et moyennes puissances, du rôle des Etats, et du devenir écologique de la planète.

Le conflit concourt à redonner du sens au politique, non pas tant dans un concept de droite et de gauche qui n'a guère de sens au niveau international, mais qui donne une dimension renouvelée à une action politique mondiale permettant de préserver l'humain, la planète en affirmant que ce combat utopique est indispensable à la survie de l'espèce. Pour reprendre la formule d'Amnesty international : « Bienvenue aux idéalistes » et c'est bien ces idéalistes que les radicaux doivent accueillir, tant il est vrai que sans idéal, le réalisme politique n'a pas de sens, et que le réalisme lui-même est parfaitement inadapté s'il s'entête dans une logique gestionnaire à la petite semaine dont la nature est d'être toujours débordée.

Bien que la guerre ne soit que la continuation de la politique par d'autres moyens, elle amène forcément à une reconsidération de l'action politique. Par exemple, l'effort déployé dans les sociétés développées à faire adopter par la population un comportement écologiste responsable visant à promouvoir la diminution de la circulation automobile, le tri des déchets, la préservation des ressources aquatiques est découragée par l'usage de matériaux guerriers visant à détruire la terre et les récoltes, tout en agitant en permanence la terrifiante menace de l'utilisation de l'atome comme arme de guerre.

Cela n'est pas anecdotique, mais ce n'est pas la seule conséquence. Nous savons depuis 1914 qu'il n'y a pas de conflit local, et pour mémoire, rappelons-nous que quatre communes française sont toujours inhabitables des suites de la première guerre mondiale, une boucherie qui semble artisanale au vu des moyens développés.

Les radicaux, sans naïveté, doivent défendre une politique extérieure promouvant les droits de l'homme, en conformité avec les objectifs républicains, mais la guerre à nos portes nous oblige à repenser notre politique d'armement, nos capacités d'engagement militaire et notre engagement militaire. Aucune autonomie politique et économique ne peut s'y soustraire.

« *Un avertissement* »

Au-delà des techniques militaires déjà terrifiantes et en constante évolution, **les radicaux proposent que parallèlement à ces aspects techniques tenant à l'écart une population censé se soumettre, il convient de développer une instruction civique et pratique afin de former les citoyens à certains enjeux et certains dangers.** Au-delà de la promotion de la formation au secourisme, il s'agit plus nettement de donner au peuple les comportements à adopter face aux dangers terroristes, et à la guerre de désinformation dont Prigogine, la Russie et le groupe Wagner se sont notamment montrés capables. **C'est aussi là un moyen nécessaire de promouvoir le débat en commun, la formation permanente comme première défense contre le complottisme, les fausses nouvelles.**

Cette proposition s'adresse à toutes les tranches de la population, mais doit être détachée de la formation scolaire. Elle est adressée à tous les adultes et pourrait être rendue obligatoire après quelques essais.

LE MOUVEMENT SOCIAL POUR LES RETRAITES

« *Un échec social et politique pour le gouvernement* »

Au-delà du passage en force et de l'usage du désormais célèbre 49.3, le gouvernement s'est définitivement déconsidéré vis-à-vis de l'ensemble de la population française, accentuant encore le fossé qui sépare la population française de sa représentation.

En attendant que le mouvement se tasse, ce qu'il n'a pas fait, en refusant de reconnaître la représentation syndicale, en s'opposant à la grande majorité de la population, et osant dire que les français avaient voté pour lui donc adopté son programme⁽²⁾, et faisant passer à une poignée de voix près le 49.3, Macron a démontré son incapacité à gouverner dans un cadre moderne.

Le mouvement pour les retraites, le plus puissant et le plus durable depuis 1995 a été remarquable par sa responsabilité et par sa durée. En refusant d'y répondre positivement, Macron a légitimé la violence sociale, qui est la pire des choses dans le cadre d'une démocratie républicaine. Bien entendu, la première réforme d'un gouvernement de gauche sera de revenir sur cette réforme des retraites tout en instituant une démarche citoyenne visant à moderniser le système des retraites, incluant l'ensemble des partenaires et prenant en charge la complexité croissante des situations vis-à-vis des retraites, liés essentiellement à la précarité.

Le mouvement des retraites a redonné un poids aux syndicats et à leurs mouvements, qui est une chance pour la France. Les radicaux proposent à la gauche une démarche d'ouverture aux syndicats, afin que partis de gauche et représentants des salariés puissent s'enrichir de leurs expériences mutuelles. Reconnaître le rôle clef des syndicats dans une république moderne doit être au premier rang des objectifs de la gauche et des radicaux.

La révolte des cités provoquée par la mort du jeune Nahel n'a pas été que le révélateur d'une crise latente depuis 2005. Macron avait semblé y prêter attention avant son rejet du plan Borloo qu'il avait lui-même demandé. A ce titre, ce type d'attitude renforce le sentiment que quand on n'agit pas, vos problèmes ne sont pas traités et c'est bien sûr l'une des causes du déferlement de violences dans les cités⁽³⁾.

Bien entendu, lorsqu'un tel phénomène se produit, son analyse doit dépasser le cas de l'élément déclencheur (pour les gilets jaunes, la hausse des taxes sur l'essence, pour la révolte des cités, la mort d'un adolescent).

Le déferlement de propos réactionnaires, voire racistes ne doit pas masquer ni les erreurs réalisées par différents gouvernements, ni parfois leurs réussites. En tous les cas, il est du devoir des politiques de proposer des moyens d'action après un diagnostic.

Une politique de la jeunesse.

La politique d'éducation populaire a marqué l'après-guerre et a permis l'intégration de toute une partie de la jeunesse dans la société. Le renouvellement et la modernisation de cette politique est d'autant plus indispensable avec la dislocation du tissu familial (convoqué à tort par Macron et Dupont Moretti, parce qu'il n'est plus ce qu'il était) que l'on a notamment constaté dans la crise des gilets jaunes. On a pensé à tort que l'élévation du niveau de vie pouvait permettre de compenser le manque d'activités et d'encadrement proposés à la jeunesse. C'est une lourde faute. La jeunesse dure d'autant plus longtemps qu'elle s'accompagne d'un manque d'activités, que le décrochage scolaire accentue et qui, à cet égard rend le système d'éducation inopérant. A cet égard, comment s'offusquer que des gamins s'en prennent aux écoles qui, alors qu'elles sont censées être le premier contact avec la République deviennent le premier lieu d'exclusion. Le rapport entre l'école et la jeunesse doit être repensé et notamment en fonction de l'habitat.

Une refonte de la police de proximité.

Il s'agit d'un sujet particulièrement sensible et qui nécessite une refonte de la police tout court. C'est Sarkozy qui a rayé d'un trait de plume les mesures entamées sous Jospin afin de mettre en œuvre une police de proximité. En s'appuyant sur les desiderata des plus réactionnaires des syndicats de policier, elle a œuvré sur la logique de la confrontation qui s'est d'abord traduit par les émeutes de 2005 puis un renouvellement en 2023. Les radicaux proposent outre la mise en œuvre de la police de proximité comme éléments de confiance entre les habitants et les services publics, tant il faut sans cesse rappeler que les habitants de ces quartiers sont les premières victimes des atteintes à la tranquillité publique, avant même l'ordre public. Là aussi, la police de proximité vise à la constance du contact entre les habitants et leur police. En ce sens les émeutes sont à rap-

procher des appels au secours entendus par les habitants de Marseille et d'autres grandes villes dont certains quartiers sont dans les mains de trafiquants mafieux, liés notamment au trafic de drogue.

Libéralisation de la vente et de l'usage de cannabis

A ce titre, même si cette mesure intervient tardivement, il faut rappeler la proposition des radicaux de gauche de libéralisation de la consommation de haschich. La dangerosité du produit, à comparer à celle de l'alcool (qui est une drogue dure en vente libre) et du tabac, ne justifie pas son interdiction. Ainsi il est bon de rappeler que la France est le pays d'Europe le plus répressif vis-à-vis de la consommation des drogues douce et en est en même temps le plus grand consommateur, permettant, comme au temps de la prohibition aux USA, la prolifération des gangs.

Les contraventions pour consommation de cannabis sont une aberration du point de vue du droit. Elles ne s'attaquent pas à la question de l'usage. Elles sont d'une injustice criante puisqu'on sait que de telles mesures ne seront jamais appliqués dans certains endroits réservés aux enfants de la grande bourgeoisie des grandes villes.

Il s'agit donc d'autant d'occasion de brimades, de la même manière que sont vécus les contrôles d'identité inopinés dont les radicaux de gauche demandent l'interdiction en dehors de circonstances particulières (menace terroriste notamment). Une police Républicaine doit être ferme et bienveillante, et s'attacher au premier chef à la tranquillité publique. Cela veut dire qu'il ne faut pas considérer comme délinquants a priori les habitants de quartiers en difficulté, cela veut dire aussi, qu'il faudra se donner du temps et que cela ne peut se faire qu'en lien avec les acteurs sociaux de ces quartiers.

DEFENSE DES INSTITUTIONS REPUBLICAINES

« La République ne peut pas survivre sans ses institutions »

Il ne s'agit pas là de s'inscrire dans une démarche figée, voire conservatrice. Les institutions doivent évoluer sans cesse, et elles seront d'autant plus indispensables qu'elles auront su évoluer. Cependant, elles ne doivent jamais être affaiblies. La République doit réagir au moindre signal d'alerte.

Nous avons évoqué ci-dessus, la claque infligée aux syndicats qui n'ont eu aucune réponse lors du mouvement sur les retraites qui venait pourtant de leur offrir une légitimité renforcée. Les syndicats font partie des piliers de la République, comme éléments essentiels du dialogue social.

Il a été beaucoup question des maires ces derniers temps, et notamment à l'occasion du récent mouvement des quartiers où l'on a vu, notamment la famille d'un maire directement menacée. Bien entendu, les mesures judiciaires sont indispensables, mais elles ne sont pas suffisantes, et ceux d'autant que les élus sont par nature des représentants des populations et que ceux qui les attaquent, et parfois très brutalement,

ne représentent qu'eux-mêmes. La population a besoin de ses élus comme elle a besoin de sa police et de ses écoles.

Le premier point consiste à défendre les élus en tant que tels, simplement parce qu'ils représentent non seulement leur populations, mais ils portent en eux la responsabilité de cette représentation. Leur place dans la représentation nationale doit évoluer et telle a été le rôle de la décentralisation, grand œuvre de la gauche, qui a logiquement évolué en réorganisant les pouvoirs des territoires. Le fédéralisme est une référence qui peut que servir de modèle dans un territoire historiquement centralisé. Les radicaux défendent l'accroissement des pouvoirs locaux, tout en s'attachant à leurs cohérences. C'est tout l'enjeu des intercommunalités qui sont le moyen d'offrir de réelles moyens aux élus locaux et c'est ce qu'ont mal supportés les services de l'Etat qui ont commencé à détricoter le remarquable travail réalisé par Voynet, Chevènement et Zuccarelli, re-présentatifs de ce qu'on a appelé la gauche plurielle. Mais depuis, **on a assisté à une régression générale.**

Nous défendons une vraie responsabilité sur des sujets essentiels tels que l'enseignement et l'économie des pouvoirs locaux mais surtout, cette responsabilité doit trouver son prolongement dans l'animation permanente de la démocratie locale et ainsi dans les quartiers, les lieux de vie telles que zones pavillonnaires.

UNE CONCLUSION RADICALE

L'heure n'est pas à la conclusion, mais bien plutôt à ouvrir des pistes, si tant est que les lignes qui précèdent veulent démontrer que la gauche n'a pas à donner de leçons, mais bien au contraire à en recevoir tant de son passé glorieux que de celles que l'évolution des conditions et des attentes sociales et sociétales est prête à leur donner.

La Gauche doit s'appuyer sur son passé, ses doutes, ses échecs, ses attentes qui fondamentalement se construisent sur les piliers de la République, qui viennent de son fait : la liberté, l'égalité, la fraternité, auquel il convient d'ajouter la laïcité qui en est la conséquence et dont le retour d'un clergé agressif rappelle la nécessité. Ce sont les valeurs de la modernité.

« Nous dansons sur un volcan »⁽⁴⁾

Nous avançons sur la crête du volcan. La guerre que l'on croyait impossible, est à nos portes. La finitude du monde, le réchauffement climatique, élément majeur de la crise de l'environnement, impose que des solutions soient trouvées mais tout nous rappelle à quel point **ces solutions doivent non seulement être efficaces, mais veiller à protéger les plus fragiles de la société, et que, même si les connaissances scientifiques sont indispensables, les conséquences en doivent toujours être discutées par l'ensemble de la population et en premier lieu par les populations concernées, étant entendu que ce phénomène déborde largement nos frontières.**

Tout ceci impose à la gauche de sortir des postures démagogiques, des logiques de chapelle et des solutions toutes faites. **La Gauche doit s'ouvrir largement au débat, les radicaux doivent en être le moteur.**

Olivier Taconet

Notes

1. Le Wokisme un outil de disqualification massive.
2. « Ce qui rend modeste toute démarche programmatique. »
3. « Il convient d'éviter, comme il est parfois dit, de parler de banlieues. Le phénomène, comme en 2005 s'est manifesté aussi bien à la périphérie des grandes villes que dans des communes de 10.000 habitants. »
- 4 - « Être dans une situation périlleuse et ne pas s'en rendre compte. » Cette citation nous vient de Narcisse-Achille de Salvandy alors qu'il la prononça lors d'une réception en l'honneur du roi de Naples en 1830, peu avant la Révolution de Juillet.



**LES
RADICAUX
DE GAUCHE**

I. LES RADICAUX LIBRES...

*Ici commence le corps du « Manifeste Radical » de LRDG.
Voilà, un Parti historique qui va essayer tout au long de son histoire. Une présence utile où l'on rencontre de nombreuses figures de notre Nation de notre passé, mais toujours avec la volonté de servir en se tournant vers l'avenir.*

I. RADICAUX LIBRES... DE PENSER, D'AGIR ET DE CONSTRUIRE

Introduction historique

LES RADICAUX : DES REALISATIONS D'HIER...AUX PROPOSITIONS D'AUJOURD'HUI

Il faut ici rappeler la contribution du Radicalisme aux progrès de notre République et à son existence même et la tradition radicale, qu'il nous faut reprendre et perpétuer. Un tel héritage oblige, ouvrant le chemin à de nobles ambitions.

Sous la Restauration et la Monarchie de juillet, Garnier-Pagès, Arago, Ledru-Rollin se proclament « radicaux », parce qu'ils sont partisans de réformes en profondeur. A la fin du Second Empire une nouvelle génération prend la relève avec Jules Simon, Jules Ferry, Jules Grévy et sur-tout Gambetta. Le programme de Gambetta en 1869 à Paris résume l'essentiel des réformes proposées. Beaucoup sont encore d'actualité.

Sous la IIIe République, les Radicaux unis contre l'ordre moral et le régime autoritaire de Mac-Mahon, se divisent. Clemenceau prend la tête de la tendance de gauche et l'esprit du radicalisme inspire les grandes lois de cette période : loi de 1881 sur la liberté d'expression, loi de 1884 sur les conseils municipaux et sur les syndicats, lois sur l'enseignement primaire gratuit, laïque et obligatoire, révision de la Constitution de 1875, loi sur les associations, ...

En 1901, sous l'impulsion de Léon Bourgeois les Radicaux décident de fédérer leurs tendances et de s'organiser pour gagner en 1902. Le Parti républicain, radical et radical-socialiste est créé. Il tiendra pendant quarante ans le premier rôle dans la vie politique française.

Dans la « France radicale » d'avant 1914, trois noms jalonnent l'action politique. Combes, symbole de la lutte pour la liberté de penser. Gouvernant après la victoire de la gauche en 1902, il résout la question des congrégations. Plus tard, en 1905, il inspire la loi sur la séparation des Églises et de l'État, qui donne une assise juridique à la laïcité de l'État.

La deuxième grande figure durant cette période est Clemenceau. Président du Conseil en 1906 il gouverne avec fermeté, à la fois contre la droite et les socialistes. Mais le parti radical, une fois acquise la victoire de la laïcité, se divise et Clemenceau en démissionne en 1909.

Joseph Caillaux, Président du Conseil en 1911, concentre ses efforts sur l'impôt sur le revenu qui sera voté quelques années plus tard. Inspecteur des finances, il donne au parti, lorsqu'il en est élu président en 1913, un visage plus moderne

Après la guerre, le Parti Radical-Socialiste tint efficacement sa place dans « l'union sacrée » et occupa le devant de la scène politique de façon quasi-continue. De 1923 à 1940 voire au-delà, Edouard Herriot demeura la figure dominante du parti. Edouard Daladier joua à ses côtés et parfois contre lui un rôle moins prestigieux, mais souvent décisif.

Malgré l'étendue des responsabilités assumées, malgré l'inévitable « pourrissement » du pouvoir, le personnel radical fut au dire des historiens consciencieux et honnête, soucieux des affaires de l'État et fidèle à sa philosophie politique.

Herriot a, l'un des premiers, compris l'importance capitale de l'enseignement technique et son projet de l'École unique constitue l'amorce d'un système cohérent englobant tous les niveaux de l'Éducation nationale sans barrières ni cloisons. Quant à Jean Zay, les initiatives qu'il a prises quand il était ministre du Front populaire permettent de voir en lui le précurseur d'une organisation moderne et démocratique de l'enseignement.

Même dans le domaine économique et social, malgré une époque difficile, les Radicaux peuvent inscrire à leur actif quelques réalisations importantes. Étroitement associés aux mesures prises en 1936 par le gouvernement du Front populaire de Léon Blum, ils ont approuvé, voté ou fait voter plusieurs lois comme celles sur les assurances sociales et les allocations familiales.

L'immédiat après-guerre fut une période difficile pour le Parti radical qui supportait presque à lui seul le discrédit pesant alors sur la IIIe République. On oubliait qu'il avait donné de nombreux résistants à la patrie et même quelques héros et martyrs comme Jean Moulin ou Jean Zay. Patiemment, quelques hommes, groupés autour d'Edouard Herriot, d'Edouard Daladier, d'Henri Queuille, luttèrent contre le « tripartisme », ce système qui instituait, autour du Général de Gaulle, puis sans lui et bientôt contre lui, le partage du pouvoir et de l'État entre les trois partis qui dominaient alors : le M.R.P., la S.F.I.O. et le Parti Communiste. En 1947, les Radicaux reprennent audience et influence : Herriot est élu président de l'Assemblée Nationale, et G. Monnerville, président du Conseil.

La rupture du tripartisme qui rejette les communistes dans l'opposition et la constitution autour du Général de Gaulle d'un rassemblement, les rendent de nouveau indispensables à la constitution d'une majorité. Ils retrouvent avec André Marie, Henri Queuille, René Mayer, Edgar Faure, le chemin de la présidence du Conseil.

En juin 1954, Pierre Mendès-France constitue un gouvernement. Ses sept mois d'exercice du pouvoir marqueront profondément le pays. Il trancha des problèmes que l'on avait laissés pourrir : la guerre d'Indochine, le réarmement de l'Allemagne, l'indépendance de la Tunisie. Son refus des idées toutes faites et sa volonté de rechercher des solutions neuves aux problèmes économiques et financiers, retrouvaient les sources du véritable esprit radical.

L'ère de la Vème République

Le Front républicain, victorieux aux élections, se brise malgré les efforts de Mendès-France sur la guerre d'Algérie et la voie s'ouvre alors au Général de Gaulle. Son arrivée au pouvoir rejeta les Radicaux dans une opposition de principe à un régime de caractère autocratique. Membre à part entière de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, aux côtés de la S.F.I.O. et de la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand, il profite en 1967 du courant qui portait le pays vers la gauche mais subit durement le contrecoup des événements de 1968.

En 1971, le Parti socialiste se rénove sous la direction de François Mitterrand. Il s'ouvre aussi vers sa gauche en entamant des conversations avec les communistes. Les Radicaux sont, une fois de plus, à la croisée des chemins. Il leur faut choisir entre l'union de la gauche qui se prépare et l'alliance avec le centre.

Robert Fabre et la plupart des députés radicaux, refusant de se laisser pousser à droite, convaincus qu'une politique de réformes est impossible sans l'alliance avec les grands partis de la gauche, concluent un pacte avec le Parti socialiste et, quelques mois plus tard, signent le programme commun, après avoir obtenu de leurs partenaires la rédaction d'une annexe reprenant les thèmes majeurs du radicalisme.

En mars 1973, les électeurs leur donnent raison : le pays se divise en deux blocs, ruinant les espoirs de ceux qui espéraient pouvoir éviter le choix difficile entre la droite et la gauche. En décembre 1973 un Congrès extraordinaire décide la création du Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG)

Avec la candidature de Michel Crépeau à l'élection présidentielle de 1981, le MRG propose aux Français un programme, « l'Avenir en face » attaché au libéralisme en matière économique, vigoureusement progressiste en matière sociale, soucieux des libertés individuelles et du respect de l'environnement.

Au sein des différents gouvernements de gauche depuis 1981 les Radicaux participent à la mise en œuvre des grandes réformes qui font entrer dans la réalité leurs idéaux d'humanisme et de solidarité. En 1988, ils soutiennent la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle. En 2002, le Parti Radical de Gauche fait de Christiane Taubira sa candidate à la Présidence de la République.

En 2011, Jean-Michel Baylet est désigné par le PRG pour défendre les valeurs du Radicalisme aux primaires citoyennes avec un programme, « L'Audace à Gauche », qui met l'accent sur le fédéralisme européen, la nécessité d'une grande réforme fiscale en France, sur une économie compétitive et créatrice d'emplois, sur la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, et sur les combats sociétaux (mariage pour tous, droit de mourir dans la dignité, droit de vote des étrangers ...).

A l'issue du premier tour, les Radicaux de Gauche apportent leur soutien à François Hollande et posent la première pierre du rassemblement de la Gauche pour 2012. F. Hollande est élu président de la République le 6 mai 2012, le PRG est représenté au Gouvernement. Il a un groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale et au Sénat et compte de nombreux élus en France.

Sylvia Pinel est désignée par le PRG en 2017 pour défendre les valeurs du radicalisme aux primaires de la gauche. A l'issue du premier tour, les Radicaux de Gauche respectent la règle des primaires et apportent leur soutien à Benoît Hamon. Emmanuel Macron est élu Président de la République. En juin 2017, le PRG perd son groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale. Le parti En Marche créé par Emmanuel Macron est majoritaire. Il fait sa campagne sur le vieux thème « ni droite ni gauche ».

Dans ce contexte la direction du PRG engage des discussions avec les Radicaux valaisiens en vue d'une réunification : le congrès du PRG du 9 décembre 2017 vote en faveur de la fusion après 44 ans d'existence en espérant créer un espace au centre. Depuis, les deux partis ont à nouveau divorcé.

Mais, estimant que ce qui avait provoqué la création du MRG en 1973 était toujours d'actualité, des militants du PRG décident de rester ancrés à gauche. Virginie ROZIERE, députée européenne et Stéphane SAINT-ANDRÉ, ancien député maire de Béthune, annoncent la création d'un nouveau mouvement politique, **LES RADICAUX DE GAUCHE/LRDG. Depuis nous avons constitué la Fédération de la Gauche Républicaine avec des prises de positions communes, des débats communs, des candidats sous notre bannière commune aux législatives... Nous poursuivons ce travail de rassemblement de la gauche sur ce socle de valeurs, avec détermination et esprit d'ouverture.**

I- 1. L'impensé Radical.

I-1.1. Qu'est-ce que le Radicalisme du XXIe siècle ?

Le radicalisme est une pensée renouvelée au service de la République et non une foi en une doctrine politique fixe. Les Radicaux préfèrent en effet s'appuyer non sur des dogmes mais sur la raison, l'imagination et la rigueur pour trouver des solutions et construire un nouveau projet de développement répondant à une triple nécessité : se libérer de l'esclavage du libéralisme qui n'est pas le synonyme d'économie de marché; trouver de nouveaux ressorts pour que tous puissent vivre mieux dans une République sociale et initier dans la politique française un vrai changement de paradigme.

Voilà qui implique une vision nouvelle pour légitimer et sous-tendre le développement économique ou même général à la place du terme vague de « progrès ». Quel « progrès » en effet, pour qui et pour quoi faire ? En enrichir toujours davantage quelques-uns, essayer de pousser les murs sur la planète, diviser le monde entre le Mal et le Bien définis par les seuls Occidentaux dans une vision à la Bush ?

Puisons donc dans nos ressources intellectuelles des principes et une méthode. Luttons contre les incohérences dans tous les domaines de la politique, restaurons en France et dans l'Union européenne (UE) une vraie démocratie.

Inutile d'aller chercher ailleurs ce qui relève de nous. Et concentrons-nous peut-être moins sur les réformes institutionnelles qui ne résolvent pas grand-chose à elles seules, davantage sur le bon fonctionnement de notre Etat grâce à l'application effective des principes éprouvés d'équilibre des pouvoirs, de responsabilité et de sanction. Si l'on veut que le pays marche bien, il ne saurait y avoir, dans le domaine public et politique, d'application systématique du principe de Peter*.

De fait, la plupart des difficultés actuelles du pays proviennent de dérives auxquelles des années de manque de courage politique de nos dirigeants nous ont habitués, nous faisant oublier que notre plus grand ennemi, c'est d'abord nous-mêmes. Il nous faut aujourd'hui une pensée rigoureuse, la proximité du terrain mais aussi des principes solides susceptibles de rassembler les vrais Radicaux.

A tout moment les Radicaux doivent donc dans leur pensée comme dans leur action politique rester libres. Travailler pour proposer, proposer pour convaincre, convaincre pour rassembler, telle doit être leur ambition commune.

I.1.2. Les piliers du radicalisme.

LE SOLIDARISME : Ni libéralisme, ni marxisme

Avec L.Bourgeois et le solidarisme, les Radicaux proposent d'organiser politiquement et socialement la société selon les lois de la raison, c'est-à-dire en vue de l'entier développement de la personne humaine et de la réalisation de la justice dans tous les rapports entre les humains ; le solidarisme offre un équilibre entre la liberté de chacun

et l'égalité de tous.

Il s'agit de respecter la dette sociale de solidarité qu'ont les hommes envers l'Association humaine car l'homme vivant en société et ne pouvant vivre sans elle, il en est en effet, le débiteur. Là est la base de ses devoirs, la charge de sa liberté.

L'UNIVERSALISME républicain n'est pas un relativisme.

Il ne s'agit pas ici de relativiser les valeurs humanistes mais de comprendre que les « principes » appliqués à géométrie variable par les Occidentaux connaissent une limite trop souvent franchie, celle du droit de tout être humain et de toute culture à se gouverner librement hors de toute tutelle imposée par la force. Aussi la diabolisation ou la béatification pérenne de tel ou tel pays sont-elles un non-sens.

Quant à nos « démocraties » occidentales elles ne respectent en effet souvent le droit qu'en apparence, effaçant sans cesse leurs propres et lourdes ardoises (la Shoah, le colonialisme, le nucléaire militaire, la destruction de l'environnement par l'économie libérale) et privilégiant leur communauté principale, officieusement définie par sa couleur (blanche) et sa religion (chrétienne ou ju- daïque). Pour nous, seuls la raison et le bon sens peuvent déterminer quelles positions affirmer.

La LAÏCITE

Nous pensons que les lois de 1901 et 1905 fondées sur la solidité d'un débat national éclairé par nos grands anciens, restent un socle essentiel dont il ne faut pas se départir : la loi, toute la loi et rien que la loi.

Sur ce sujet cher à tous les Radicaux, ne craignons pas de remettre en cause le fait qu'un enseignement idéologiquement orienté pouvait être financé par le contribuable sans tutelle effective de l'Etat. Ici comme ailleurs ce n'est pas au ministère de décider la nature du contrôle qu'il doit exercer mais au gouvernement.

Pour nous, la laïcité concerne l'éducation qui est un tout et non le seul enseignement. Elle n'a pas et ne doit pas avoir de couleur politique car elle est devenue l'apanage de tous les Français. Pour conserver au projet républicain et laïc toute sa force, il faut donc maintenant le réorganiser, l'élargir bien au-delà de la seule école publique à tous ses acteurs et lui rendre son caractère pratique : la laïcité doit s'incarner dans un vécu citoyen et ce dès l'âge de raison.

C'est pourquoi quelques heures dispensées à l'Ecole, en concurrence avec des messages inverses massivement véhiculés par le monde extérieur ne sauraient suffire à l'inculquer. De plus elle se doit d'être non une doctrine trop souvent abstraite et parfois biaisée mais redevenir action, exemples, organisation.

Cela passe par une contractualisation entre tous les acteurs de l'éducation que sont les familles, les enseignements public et privé, les collectivités territoriales,

le monde associatif, les media et réseaux, l'Etat au sens large et les organisations confessionnelles ou philosophiques, afin que tous concourent au vivre-ensemble dans une République laïque.

Nous proposons aussi d'instaurer une journée nationale et mondiale de la laïcité, tous les 9 décembre ce qui permettra de réaffirmer partout, et pas seulement à l'école, les principes fondamentaux de la loi de 1905.

Le SENS DE L'ETAT

Il coexiste chez les Radicaux avec leur volonté d'une authentique décentralisation. Quel sens cela aurait-il en effet de prétendre être fédéralistes à Bruxelles tout en restant jacobins à Paris ? Quant à l'économie, elle doit rester libre dans ses initiatives mais rester soumise à la politique dans son fonctionnement, à l'heure où malgré l'inflation verbale, la puissance des lobbies n'a jamais autant pesé sur les actes.

Sur ce sujet, comme sur d'autres, les Radicaux sont porteurs d'un devoir d'intelligence, à l'opposé d'une technocratie qui prétend servir « en même temps » deux mauvais maîtres : le conformisme politique et les intérêts financiers.

Les Radicaux ne sont pas nationalistes mais ils sont patriotes. Ils n'ont donc aucune raison d'admettre pour la France l'hégémonie directe ou indirecte d'aucun état étranger. Notre gouvernance doit donc protéger à l'extérieur la liberté de décision des Français, et non l'abdiquer sans mandat ad hoc.

Dans un autre domaine, ce sens de l'Etat se manifeste par le travail sur le consentement à l'impôt. Ce consentement est en effet la contrepartie du pacte social institué par le solidarisme. Il devra en particulier inspirer une réforme majeure qui doit rester d'actualité, celle de la fiscalité. Nous partageons bien sûr avec d'autres partis de gauche, des valeurs communes comme la devise de la République, la laïcité et la volonté de servir d'abord les Français les moins favorisés. Nous exigeons aussi que ces idéaux se traduisent à l'échelle d'une véritable Europe où l'alternance politique, condition incontournable de sa légitimité, serait autre chose qu'une hypothèse d'école.

I-1.3. Libres de penser par nous-mêmes sur l'échiquier politique

Aujourd'hui le confusionnisme envahit la sphère politique française. La perte de visibilité l'accompagne avec la suppression du plan, pourtant nécessaire à toute politique sérieuse. Bien des clignotants virent au rouge : l'arthrose de notre Education Nationale, un système de santé sous perfusion, le mal-logement et la sous-alimentation qui prospèrent, une politique extérieure et de défense hasardeuse et asservie aux lobbies, un déficit abyssal du commerce extérieur, une dette excessive, la liquidation de notre indépendance industrielle et énergétique. La population et surtout les plus défavorisés payent au prix fort tout cela.

I-1.4. Face aux attentes populaires

Quant à l'imagination, à la rigueur, à la méthode et à l'idéal ils semblent

bien oubliés avec les gouvernances technocratiques, l'actuelle étant le point d'orgue de la dissimulation d'intérêts particuliers préemptant l'intérêt général et de l'hyper-présidentialisation. La gauche, elle, s'englué dans ses luttes intestines qui l'empêchent de reconquérir une base électorale qui se sent trahie par ses propres défenseurs.

Les Radicaux ne doivent pas se situer par rapport à d'autres partis mais reprendre cette démarche autonome que leur passé et leur ADN leur dictent. Pour nous, en tout cas, c'est clair : depuis Gambetta, être radical et de gauche est un pléonasme.

Tentons maintenant de nous poser les bonnes questions :

La crise de confiance dans la politique s'est mondialisée. Est-elle pour autant une nouveauté dans l'Histoire ? Est-elle imputable au « peuple », aux prétendues élites ou aux deux ? A quoi sert de combattre l'abstention, si l'habitude de mépriser le verdict des urnes s'ancre au plus haut niveau ? N'est-il pas plus urgent de réformer enfin le casting de la gouvernance et ainsi son contrôle ?

Le sujet essentiel de l'identité de notre pays et de sa culture planétaire ne saurait lui non plus se résoudre par la fuite en avant : s'imaginer que la dissolution dans une UE sans identité réelle résoudra tous les problèmes d'une Nation à vocation mondiale par sa culture est une impasse.

De façon plus générale, il faut sans doute pour se rapprocher d'une citoyenneté vécue, cesser d'aligner des mots ambivalents. Ainsi de même qu'enseigner n'est pas synonyme d'éduquer, **consulter ne veut pas dire décider et la démocratie représentative ne consiste pas à laisser un exécutif technocratique faire ce qu'il veut après un simulacre de concertation directe.**

Enfin et c'est essentiel, si la classe ouvrière des usines a quasiment disparu, ses souffrances ont reparu dans toutes les branches de la société. L'injustice sociale n'a pas disparu, bien au contraire. Elle s'est seulement dispersée et s'aggrave. C'est cette misère accompagnée d'une pénibilité accrue que nous devons avant tout combattre. La responsabilité première de la gauche reste donc d'actualité face à un discours libéral dont elle ne saurait sous aucun prétexte devenir l'auxiliaire sous prétexte qu'il serait ici ou là « majoritaire ».

Ces quelques exemples font ressortir que le besoin d'une vraie gauche existe plus que jamais dans la population. Encore faut-il le redécouvrir et y répondre.

I-2. Pour Agir.

Passons à l'action. Il s'agit maintenant de jouer les atouts de la France pour rétablir son unité et la justice sociale, se redonner de l'espace et du jeu à l'international et mener à nouveau une politique pérenne incarnant vraiment nos valeurs.

I-2.1. ...à gauche

Nous vivons aujourd'hui une dérive générale de la politique. De nouvelles générations arrivent, sevrées d'histoire mais allaitées aux réseaux sociaux, allergiques à la politique et pourtant inventives, conscientes des enjeux planétaires, généreuses et prêtes à s'investir. Mais leur générosité même les rend vulnérables aux discours fallacieux des prétendus « experts » voire à ceux d'extrémistes de tout poil.

Or, et c'est essentiel, la construction d'un projet nouveau de développement nécessite un changement absolu de paradigme. Elle est clairement incompatible avec les intérêts des lobbies industriels et financiers et ceux d'Etats étrangers disposant de vastes territoires donc peu sensibles au dérèglement climatique et à ses conséquences politiques, les uns et les autres étant très présents à Bruxelles.

D'où l'urgente nécessité de restructurer la gouvernance de l'UE qui n'a aucune chance de s'auto-réformer. D'ailleurs, suite, entre autres, aux événements d'Ukraine et à la pandémie du Covid, cette gouvernance libérale danse de plus belle sur les volcans du changement climatique, des pollutions, des guerres et des risques de santé. La gauche française doit donc aujourd'hui choisir entre les mantras libéraux et son ADN propre.

Elle doit enfin démontrer sa nécessité, sa responsabilité et sa modernité. Sa nécessité car le choix permanent entre deux options est l'essence même de la liberté politique. Sa responsabilité, en évitant de privilégier les querelles intestines. Sa modernité, en cessant de sous-traiter le combat contre le dérèglement climatique et en proposant un projet global.

I-2.2. ...et en politique générale

La modernité de l'esprit radical va s'exprimer sur plusieurs questions essentielles : Revisiter la notion de valeur ajoutée

Il faut d'abord remettre en question les principes « libéraux » en refusant une économie fondée sur les profits dégagés par la production délocalisée de biens d'une utilité discutable et le commerce exacerbé par le libre-échange de produits douteux au plan écologique et souvent aussi, social et humain. Une nouvelle définition de la valeur ajoutée et de la dépense utile est donc à réinventer en distinguant l'économie de marché du libéralisme, lequel n'en est que l'exploitation idéologique par les droites.

La dépense publique, moins utile que la dépense privée ?

L'idéologie technocratique prétend mesurer la dépense publique à l'aune du principal critère de performance du privé : le profit. Elle cherche à imposer un principe

cher à la Commission européenne : au contribuable les infrastructures et l'absorption des pertes, aux exploitants privés le profit illimité et théoriquement régulé par la concurrence. Les résultats de cette doxa en matière de santé publique, de gestion de l'énergie ou des transports montrent sa nocivité. Elle génère des superprofits pour les uns, un stress violent et néfaste pour les autres et conduit imparablement à menacer la sécurité de tous en rognant sur les infrastructures et les moyens humains car les capitaux nécessaires au service public dépassent les possibilités et la vocation du secteur privé.

Nous pensons, nous, qu'il faut cesser de tout mélanger et d'appliquer à la dépense publique les critères du privé au nom d'une foi aveugle et magique dans l'« autorégulation » des marchés.

Il n'y a en fait qu'une bonne et une mauvaise gestion, pour le privé comme pour le public mais avec des critères différents. Indexer l'une sur l'autre ne peut conduire qu'à la perte de la notion de service public et au parasitisme de l'Etat par le privé.

I-2.3. Côté institutions, quelles réformes apporter ?

Rappelons d'abord que le pouvoir de rédiger une Constitution est un pouvoir non subordonné c'est-à-dire initial, autonome et inconditionné. De ce fait, adhérer par exemple à une « Constitution » extérieure est un pouvoir qui n'appartient qu'au Peuple, non à ses délégués et encore moins à l'exécutif.

Rappelons aussi que si les institutions sont indispensables dans une démocratie, elles ne suffisent pas à en assurer le bon fonctionnement : l'esprit républicain et un bon casting de la gouvernance sont également, entre autres, essentiels.

Certains régimes détestables ont de très belles institutions et de belles Constitutions tandis que les Etats européens les plus démocratiques sont souvent des monarchies.

Nous proposons des mesures pour évoluer vers une VIe République. En voici quelques-unes :

Décentralisation

La fracture territoriale est une réalité qui n'a fait que prospérer depuis des décennies alors que la notion de service public redevient centrale et essentielle. Nous devons donc redéfinir ce qui permet, par exemple, à la ruralité d'exister et en imposer le maintien.

On assiste aussi depuis des décennies à un jeu de dupes mené par le tout-puissant Bercy qui continue à décentraliser les charges et à centraliser les recettes. Il n'y a plus ensuite qu'à reconcentrer les structures et à les rendre dépendantes, et le tour est joué.

Les Radicaux sont opposés à cette double dérive et proposent d'y mettre fin. Plutôt que de jouer au yo-yo avec les périmètres et les compétences, respectons l'esprit de la décentralisation.

Le piège de la démocratie directe

L'esprit du temps réclame une forme de démocratie directe, difficile à mettre en œuvre dans un pays planétaire de 70 millions d'habitants, sans même évoquer sa dimension européenne. L'exécutif flatte cette revendication en inventant des succédanés politiques éphémères type « CNR* » tout en affaiblissant ou abolissant les corps intermédiaires (CESER). Il s'attaque constamment au Parlement qu'il cherche à discréditer ou court-circuiter.

Quant à la procédure référendaire, il faut hélas rappeler l'entourloupe du président Sarkozy faisant infirmer par un Parlement à sa main la décision populaire négative de 2005 sur le projet de constitution européenne.

Comment dès lors parler de démocratie directe et reprocher aux citoyens leur abstentionnisme si l'on se moque aussi impudemment de leur suffrage ?

Une vision plus opérationnelle et moins théorique

Les institutions, c'est très bien mais cela ne suffit pas. Et la Constitution n'est pas là pour se substituer aux lois en accueillant des textes d'opportunité mais bien pour les encadrer selon l'idéal d'une Nation. Elle ne saurait suffire à garantir une vie juste et harmonieuse à toute la population et un bon fonctionnement à l'Etat.

Le réalisme des Radicaux leur fait penser que seul le bon fonctionnement de la vie politique, la sélection et le choix pertinent des exécutifs ainsi que le contrôle sans faiblesse des règles du jeu, peuvent permettre de se rapprocher de cet objectif. Certains éléments du cadre politique sont essentiels.

Ainsi : Le casting

Pour qu'une entreprise, une administration et a fortiori un pays « tournent » normalement, il faut que les meilleurs puissent accéder aux responsabilités sans qu'aucune caste ne s'empare durablement du pouvoir. Pourtant, depuis des années, une filière s'est imposée, trustant une part essentielle des responsabilités.

C'est celle qui via l'ENA alias l'INSP* a mené des diplômés H/F de l'enseignement supérieur au Service Public qu'ils désertent ensuite à discrétion pour la politique, les banques d'affaires et cabinets de conseil ou les grandes entreprises liées à l'Etat. Encore jeunes, de hauts fonctionnaires sont ainsi recrutés par le secteur privé non pour leurs aptitudes à diriger ou à concevoir mais pour exploiter leur carnet d'adresses et ce qui est potentiellement bien plus grave, leur influence.

Leur statut leur assure en effet une protection totale en cas d'échecs qui leur auraient valu, dans le privé, d'être remerciés ; ils retrouvent alors en douceur leur administration d'origine. La conséquence principale de ces abus est une osmose permanente entre intérêts privés et publics.

Quand de grandes banques dont l'Etat est actionnaire et les dirigeants souvent issus de ses services, aident des fonds de pension étrangers à éviter une juste imposition et ce par milliards d'euros, en une preuve parmi d'autres que la haute-fonction publique a cessé d'être synonyme d'une éthique exigeante.

Notons que ce mérule prospère aussi bien à Bruxelles qu'à Paris. On ne peut qu'en constater les dégâts sous la forme de scandales politiques et financiers touchant aussi bien la Commission que le parlement et même le Conseil de l'UE. Et l'on voit mal comment cela pourrait s'améliorer avec l'admission au sein de celle-ci de nouveaux états affectés des mêmes tares à un degré supérieur.

Le contrôle

Cette situation devrait rendre d'autant plus nécessaire l'efficacité de nos moyens de contrôle (Contrôleurs d'Etat, Corps d'inspection, Cours des Comptes etc.) et leur indépendance absolue. Or, c'est l'inverse qui se produit actuellement, la politique générale étant de leur rogner griffes et dents pour les faire dépendre... des organismes contrôlés. Elle a franchi un cap depuis 2020 avec leur fusion dans un vaste ensemble interministériel. Les spécificités sont occultées (d'où la grève historique des ambassades en 2022) et les contrôleurs peuvent demain être amenés à opérer dans les équipes pilotées par un ancien « contrôlé ».

En revanche, depuis quelques années, des fonctionnaires manquent à l'appel dans de nombreuses administrations et y compris au plus haut niveau : on recrute donc de plus en plus de personnels extérieurs, jusqu'aux directeurs d'administration centrale. La boucle est ainsi bouclée. [Nous voulons inverser cette tendance et garantir sérieusement l'indépendance et les moyens de ces services en les rattachant directement au Parlement.](#)

La fiscalité et les équilibres budgétaires et économiques

C'est un vaste sujet qui concerne bien sûr la justice sociale, les moyens de financer de véritables réformes mais aussi la nature même de cette contribution à l'impôt. La fiscalité française est excessivement indirecte donc pilotée administrativement puisqu'un léger réglage des taux suffit à obtenir de gros résultats, faisant ainsi échapper à la décision des élus des ressources considérables.

Elle freine toute évolution vers une implication accrue des citoyens et l'autonomie des collectivités. Elle tend au contraire à une fausse décentralisation qui centralise les ressources mais décentralise les dépenses. Le tout aboutit à un double prélèvement sur l'économie : celui de l'Etat plus celui des collectivités qui recherchent de nouvelles

recettes compensant leur surcroît de charges.

En ressources nouvelles, il faut maintenant penser à taxer davantage les outils de travail automatisés ou informatisés et moins la force de travail humaine. Cessons aussi de nous laisser gouverner par des injonctions « européennes » qui acceptent l'hégémonie du droit américain, la sous-taxation des GAFAM, la pratique continuée d'avantages fiscaux par certains états-membres de l'UE.

Le financement de la « sécu » universelle

La majoration progressive de la CSG n'est pas forcément une solution mais il existe d'autres voies comme la taxation sur les dividendes qui pourrait comporter un malus lié aux nuisances publiques engendrées par certaines activités et/ou une sanction communautaire sur l'évasion fiscale.

I-3. D'une économie en transition...

Une nouvelle économie doit se mettre en place progressivement, qui ne s'inscrive pas dans une « planification », mot aujourd'hui tabou, mais dans un agenda de progrès. Enumérons à son propos quelques points sensibles :

Vouloir gérer le service public à l'aune du « profit » conduit à des catastrophes. Dès lors ne faut-il pas plutôt envisager la production de valeur ajoutée sociale comme une valeur économique ? Au lieu de considérer le service public comme un poids mort et une source artificielle d'emploi mettons-le, piloté avec des missions identifiées et contrôlées, au service du social.

Pourquoi juger en effet la valeur ajoutée d'un service avec des lunettes différentes selon qu'il s'agit d'une délégation de service public ou d'une régie directe ? Il ne s'agit pas seulement ici de renationaliser ce qui doit l'être de valoriser correctement l'économie publique dans un nouveau projet.

Dans le même esprit, il faut diversifier cette valeur ajoutée et appliquer le principe « le client est roi » cher aux libéraux à de nouvelles sources d'activité, clairement utiles celles-là tant à l'humanité qu'à la planète. Pourquoi en effet restreindre la libre circulation aux biens ou des services et non à tous les êtres humains pacifiques ?

Pourquoi accepter, par exemple dans l'administration de l'UE une distorsion de traitement contraire aux traités en faveur de la culture dite anglo-saxonne et au détriment des autres alors que la Grande-Bretagne n'en fait plus partie ? Etrange et inadmissible vision de la « concurrence libre et non faussée » !

Parmi ces sources de valeur **la culture**, comme elle le fut d'ailleurs dans le passé, reste un riche gisement de valeur ajoutée actuellement sous-exploité. Investir dans la qualité de l'architecture ou celle des objets durables ou des œuvres d'art vaut bien l'achat massif et dispendieux de marques fabriquées ailleurs dans des conditions douteuses, pour des produits souvent éphémères. Mais cette évolution nécessite une éducation adéquate des publics dès le jeune âge, ce à quoi nos collectivités peuvent et

doivent contribuer en accompagnant l'Ecole et l'accessibilité réelle aux lieux et sources de culture.

L'esthétique du bâtiment qui recoupe souvent la nécessité environnementale, recèle également un potentiel : jamais autant d'argent n'a été investi dans la construction et jamais on n'a construit aussi moche. Par contre, les industries du luxe restent l'une des pépites de notre économie. Cherchons l'erreur, surtout à un moment où notre tourisme s'appuie essentiellement sur les vestiges et créations du passé. Pourquoi pas ceux du présent ? **La qualité de l'exécution n'est pas un luxe facultatif, c'est une valeur pérenne.**

La santé est une autre source de valeur.

Du fait de la doxa libérale, de nouveaux risques très coûteux par leurs conséquences se concrétisent : l'obésité, la perte des immunités naturelles, les retombées de produits toxiques, la dictature de la numérisation ou la dégradation de la Nature autrement dit, les poches des uns se remplissent du dommage porté aux corps et aux esprits des autres ou à la planète via la dépense publique.

Ceux qui gagnent des milliards et leurs amis critiquent cette dépense mais ils en vivent et grassement. Nous devons maintenant tuer dans l'œuf les causes de cette folie pour restaurer la valeur santé.

I-4. ...Au changement de paradigme

On le voit donc bien : si l'on élargit le sujet de la prospérité économique, ne faut-il pas changer notre paradigme et nous détourner enfin du productivisme à tout crin enraciné dans l'idéologie de l'UE pour intégrer la redécouverte d'autres valeurs sociales, économiques et pluri-nétaires que la consommation pour elle-même, de repenser la valeur «Travail»?

A quoi sert aujourd'hui de s'en prendre aux agriculteurs, aux industriels voire aux dis-tributeurs qui s'opposeraient paraît-il à une évolution vertueuse, si l'idéologie commerçante et supranationale qui oriente leurs comportements, non seulement ne disparaît pas mais même à certains égards se renforce ?

Et comment changer cette idéologie tout en gardant à Bruxelles, à Strasbourg ou à Luxembourg les mêmes fondamentaux et le même casting, officialisé au « Berlaymont » (siège de la commission européenne) par la présence des bureaux officiels des lobbies ?

II. A GAUCHE, AU SERVICE DU PEUPLE

Raisonner globalement pour tous

Se réclamer de la gauche ne doit pas consister à vendre une marque déposée pour obtenir des places, c'est donner une priorité absolue et désintéressée aux besoins et aspirations des moins favorisés.

Les vraies formations de gauche peuvent différer sur les moyens d'y parvenir, pas sur cette priorité de plus en plus évidente. Car dans notre pays même, l'un des plus riches de la planète, la misère rattrape des catégories sociales jusqu'ici épargnées et les profits de quelques-uns scandalisent toujours davantage.

Nous refusons aussi cette forme de malthusianisme que serait la décroissance et nos objectifs reflètent cette attitude : **Nourrir, loger et protéger d'abord pour assurer le présent ; éduquer et former, pour préparer l'avenir ; assurer enfin le bon déroulement du vivre ensemble en République fraternelle, pour que tous les citoyens puissent jouir du quotidien en solidarité : ceux qui se préparent à la vie, ceux qui sont en exercice professionnel et ceux qui assurent le soutien et la transmission de l'expérience.**

Alors que le monde politique ignore tout dessein national et renvoie des décisions essentielles à d'improbables instances extérieures, souvenons-nous que tous les composants d'une politique mondialisée ou nationale inter-réagissent et qu'elle doit donc être globale et cohérente.

Ainsi, s'imaginer que relancer la francophonie ne serait qu'une forme de néo-colonialisme, est non seulement dangereux mais aussi incohérent. Dangereux car l'influence culturelle prépare les marchés de demain donc notre propre gagne-pain. Incohérent car si c'est pour accepter sous prétexte d'Europe l'hégémonie d'une autre culture étrangère, à quoi bon ?

De même, penser qu'on peut loger ceux, de plus en plus nombreux, qui en ont le plus besoin sans réfléchir aux sources de la demande et aux moyens de la piloter en amont grâce à des mesures sociales, urbanistiques et financières, c'est vouloir rattraper à cheval un train à vapeur. L'expérience de nombreuses décennies le prouve hélas. Alors, revoyons là aussi notre copie.

Troisième exemple : l'us et l'abus de la taxation indirecte, séduisant pour une gouvernance technocratique, éloigne le citoyen et les collectivités de la responsabilité politique et charge l'économie de façon indifférenciée et souvent injuste. Or le consentement à l'impôt est la base même d'une bonne démocratie, d'où la nécessité absolue de raisonner de façon globale.

II-1. NOURRIR, LOGER ET DEVELOPPER au service des CITOYENS

« Travailler pour vivre et non vivre pour travailler... »

II-1.1. Travailler pour vivre et non vivre pour travailler...

Comment garantir à la fois le niveau de vie, une éducation de qualité, un urbanisme limitant la galère des transports, la sécurité du quotidien et l'accès à la culture pour tous ? Comment laisser travailler les acteurs économiques, sociaux, culturels pour qu'ils créent une richesse utile sans se laisser déborder par de fausses contraintes ? Où placer le garde-fou de l'Etat, en fait ?

Ce vaste sujet qui implique une stratégie globale qui reste à fonder pour établir, ou plutôt rétablir, un nouvel équilibre prenant en compte les nouvelles données sociales : définir les bonnes priorités, optimiser les ressources humaines et matérielles, débusquer les mauvaises dépenses, gérer les contraintes extérieures, bâtir un projet nouveau de développement avec une gauche réconciliée. Car sans bases solides pour que l'économie du pays fonctionne au mieux, tous les progrès sociaux seront lettre morte ou non pérennes.

Repenser le travail (travailler pour vivre etc.)

En France, la vision de l'entreprise au sens large, lieu de vie essentiel du plus grand nombre, est souvent polluée par des préjugés. L'entreprise est considérée, à droite comme une vache sacrée, à gauche comme un symbole de l'exploitation et des magouilles financières. En fait elle a plutôt besoin de retrouver son sens, celui d'une communauté travaillant en vue d'un profit partagé qui mesure un résultat dans l'exercice mobilisateur d'un vrai métier. Et une administration peut elle aussi être une entreprise puisqu'on y entreprend, au moins en principe, la réalisation ou la poursuite d'un projet commun.

L'entreprise privée doit quant à elle rester une association profitable entre des gens qui lui restent fidèles et s'investissent dans un métier. Et non un objet de spéculation pour de fugaces investisseurs ou parfois un piège comme le statut d'autoentrepreneur. Elle doit aussi garder son dynamisme pour la France et son utilité sociale pour les Français.

II-1.1.1 - L'entreprise et la collectivité

Plus généralement ils'agit maintenant, avec la conscientisation environnementale, non de stopper les machines pour « économiser » mais de mieux gérer les dépenses par la mobilisation de nos forces. Il faut investir, innover avec le soutien de l'Etat. Ce nouveau pacte économique, plus vertueux doit entrer en synergie avec un nouveau pacte social.

La dimension sociétale de l'entreprise, essentielle pour nous, ne saurait être assimilée à la vision euro-libérale de gouvernements qui courtisent le patronat avec des lois antisociales et la distribution d'aides nécessairement prélevées sur le pouvoir d'achat au bénéfice ultime et paradoxal d'actionnaires étrangers à l'entreprise.

Pour nous le « patron » ne mérite aucun cadeau de l'Etat. Moins encore, le fonds de pensions étranger à l'entreprise, qui ne voit celle-ci que comme une cible d'opportunité profitable et non un métier rassemblant des équipes.

A nos yeux, si une grande entreprise à la merci d'actionnaires exclusivement calés sur le profit financier n'est plus vraiment une entreprise, une administration motivée, bien conduite et responsabilisée en est bien une aussi puisqu'elle rassemble une communauté autour d'un projet pérenne. Ce sont simplement ses critères de résultat, tout aussi nécessaires que dans l'entreprise privée qui distinguent l'une de l'autre.

II-1.1.2 - La retraite (définie par rapport au travail)

Tout le monde comprend qu'avec l'augmentation de la durée de vie, le système des retraites doit être réformé pour être pérennisé. Mais la réforme ne doit pas être synonyme de risques de baisse de revenu pour tous comme peut le laisser prévoir un système global à points, fondé en fait sur les marchés financiers donc soumis aux aléas boursiers. De plus certains secteurs sont défavorisés au regard de la retraite et doivent être mieux traités. Une réforme des retraites qui tienne mérite d'abord un débat public et honnête et non des mesures non acceptées, prises en cavalcade pour des raisons probablement externes.

Une idée intéressante doit être mise sur la table : le principe d'un plafond pour les retraites alimentées par la caisse collective. Les titulaires souhaitant se faire servir une retraite supérieure pourraient bien sûr y accéder, mais par la capitalisation de leur propre épargne. Il est d'autre part urgent de prendre des mesures pour que les retraites des femmes, en particulier dans les secteurs de l'agriculture ou du commerce, rattrapent celles des hommes.

La retraite doit sous réserve d'une négociation globale rester fixée à 60 ans et 40 annuités en intégrant pour atteindre les 40 années, le caractère de pénibilité des métiers exercés. Les cotisations sociales cesseront de servir de variables d'ajustement. Un véritable minimum retraite sera associé à une politique humaniste et solidaire. Par ailleurs nous ne renions pas les lois de 1981 auxquelles nous, Radicaux, étions parties prenantes.

II-1.2. Loger et se loger

Ce problème essentiel concerne quelque 15 millions de Français dont 4 dans l'urgence, il mérite donc un développement particulier. Sa persistance dans le contexte d'une démographie maîtrisée et d'une immigration dont les chiffres restent proportionnellement faibles, doit interroger sur la politique suivie depuis des lustres.

La solution consiste-t-elle vraiment à construire toujours davantage selon une formule invariable malgré l'évolution du contexte et un échec patent au plan

social ? N'en déplaie aux lobbies politiques, immobiliers ou bétonniers, la charge de la preuve doit maintenant porter sur le fonctionnement du modèle existant du logement locatif dit « social ».

Sans entrer ici dans un débat complexe, nous proposons quelques pistes nourries par l'expérience et nos principes de justice sociale. et de bon sens :

La relance de l'accession populaire à la propriété, soutenue par une épargne dédiée et abondée. Le degré de responsabilité et de moralité financière du citoyen ne sont en effet nullement, en dépit de tenaces préjugés, fonction de son revenu. En d'autres termes, l'aspiration de chacun même avec des revenus modestes à la propriété de son propre toit est légitime et doit être rencontrée.

Un travail de fond sur le parc locatif où les critères de justice sociale doivent redevenir prioritaires avec des loyers proportionnels au revenu réel, la suppression des différentes « classes » de logement issues de critères techniques et des injustes « contingents », l'abaissement des plafonds maximum de revenu qui, trop élevés, permettent ensuite l'« écrémage » des dossiers sur des critères de solvabilité, autrement dit financiers.

Une nouvelle vision de l'urbanisme pour éviter la reconstitution de zones de propriété privée dite sociale (copropriétés massives ou cités HLM) très vulnérables à diverses dérives. Il faut aussi innover avec l'utilisation de baux emphytéotiques et de bases-vie modulables pour les publics en urgence (étudiants et apprentis, populations en détresse) et intégrer des configurations permettant d'accueillir des personnes handicapées.

Bien entendu, quel que soit le type de logement, un effort de mise aux normes environnementales doit être fait sachant qu'il ne s'agit pas seulement des constructions mais de leur environnement esthétique, social, environnemental. Cet effort doit se traduire dans les marchés publics et aussi dans les PLU.

Par ailleurs le vocabulaire est à réévaluer : le vocable « logement social » par exemple, est ambigu et couvre des réalités très différentes dont le caractère « social » est parfois relatif voire discutable et dilué dans de trompeuses opérations de promotion assorties de green-washing. Mieux vaut parler de logement aidé (par le contribuable), de logement spécialisé et de logement d'urgence.

II-1.3. Impulser et organiser un développement social et économique

II-1.3.1. Définir les bonnes priorités en planifiant

A nous de faire prévaloir une vision politique co-décidée dans la gestion de notre quoti- dien économique et de contrôler les velléités des apprentis-sorciers.

Or quel meilleur moyen qu'un Plan qui affiche des indicateurs sociaux (et non des ren- dements quantitatifs) et hiérarchise les priorités chiffrées : réduction des

inégalités, respect des conditions de travail, réduction de l'endettement et du déficit du commerce extérieur, degré d'indépendance de l'industrie, valorisation mondiale de la culture francophone, construction d'une communauté de défense purement européenne ?

C'est là-dessus qu'un Parlement respecté doit définir les orientations stratégiques et non en votant au robinet des lois d'opportunité. Notre Manifeste propose des priorités.

II-1.3.2. Optimiser le moteur économique

Il y a d'abord un moteur à soigner et à entretenir durablement. C'est le monde mouvant et divers des entreprises qui reflète la qualité et la créativité de nos cadres et de leurs collaborateurs. Ce moteur économique est vital car c'est lui qui génère l'essentiel du travail mais sa boîte de vitesses l'est aussi. Et cette boîte, ce sont les synergies avec les travailleurs, les marchés, l'université et la finance.

Une place essentielle doit être réservée au dialogue social qui sous des formes les plus diverses permet aux acteurs du monde du travail de progresser dans le respect des intérêts de tous, l'Etat n'ayant ni à s'y substituer ni à s'en désintéresser. Il doit au contraire permettre son déroulement, s'opposer à tout abus de position dominante, surveiller attentivement et contrôler l'apparition de nouvelles formes d'oppression sociale au sein du monde du travail. Pour cela il doit mener un dialogue réel et préalable avec les syndicats.

Le syndicalisme a quelque 150 ans. Au vu de son bilan on peut se dire qu'il a été à la hauteur. Bien sûr les syndicalistes peuvent avoir des faiblesses mais reconnaissons que les conquêtes sociales de même que celles sur les conditions de travail sont de belles et grandes réformes qu'ils ont su amener au bénéfice des travailleurs et des travailleuses. Si certains relais mé- diatiques et politiques sont si âpres à les combattre c'est bien pour tenter de réduire ces conquêtes. Depuis fin 2022 les syndicats ont décidés de s'unir pour partager un combat démocratique et pacifique face à la dérive cynique et violente du gouvernement. Nous défendons sans ambiguïté le syndicalisme comme le progrès social, l'humanisme et le solidarisme.

Au niveau des conditions de travail, du pouvoir dans l'entreprise, du niveau de rémuné- ration et de formation et de la sortie progressive des plus anciens du circuit économique de l'entreprise que l'Etat doit agir et fort : restaurer une relation équilibrée avec le monde entrepreneurial privé, social ou public est essentiel.

Le droit du travail doit parallèlement être refondé sur des principes humanistes et solidaristes. Pour pouvoir optimiser le climat de travail et l'emploi, la révision de lois socialement contestables passées sous les deux dernières mandatures est un préalable. Les 32 heures pour tous -certains pays européens examinent même maintenant la semaine de 4 jours- sont à prévoir.

La France doit continuer à s'adosser aux secteurs de base.

Une vision moderne et globale de l'Agriculture et des secteurs primaires doit

prendre corps et s'imposer à Bruxelles en liaison avec nos amis des états-membres.

Dans notre projet nouveau de développement, ces secteurs doivent revêtir une double importance : en tant que secteurs primaires, pour un pays comme le nôtre présent sur la plupart des terres et mers du globe, elles doivent aussi être pilotes du changement de paradigme national et européen car ce n'est pas l'agriculture qui déclenche le productivisme c'est l'inverse. En effet le libre-échange et le productivisme exigent toujours davantage de volumes transportés le plus loin possible en particulier par mer et poussent à l'utilisation massive de pesticides et d'engrais importés. C'est donc bien eux et non l'agriculture ou l'industrie qui sont les adversaires naturels du modèle économique innovant exigé par les citoyens. S'en prendre aux instruments ne sert à rien si le musicien reste le même avec les mêmes idées.

Ainsi pour **l'agriculture**, on peut progresser avec l'accès à la terre pour la jeune génération d'agriculteurs et une révision des méthodes de fonctionnement de la DATAR et des SAFER qui devront être réorientées et mieux contrôlées.

Une cartographie générale est à réaliser par le ministère en vue de détecter les terres pouvant potentiellement être mises à disposition des jeunes agriculteurs. Pour autant, un meilleur accès à la terre ne peut à lui seul suffire à convaincre les jeunes d'entrer dans un métier dur et non rentable, sujet de surcroît à des aléas climatiques ou administratifs de moins en moins maîtrisables, le tout sous le feu roulant des critiques d'une opinion urbaine qui admet difficilement qu'aucune évolution en temps réel ne peut se faire dans un monde qu'elle ignore, celui de la terre qui est aussi celui de la nature.

Les fameuses fermes-usines par exemple sont largement honnies par le public car elles recèlent de réels dangers pour la santé animale et humaine. Mais interdire aux agriculteurs français ce qu'on tolère au nom de l'UE chez leurs collègues danois, néerlandais ou du Grand Est euro-péen, leur semble injuste.

La qualité d'aménagement de l'espace rural, aujourd'hui défini par défaut, doit elle aussi mériter notre attention car il est aussi, avec le revenu net agricole, l'une des seules façons de maintenir l'attractivité du métier de paysan.

Il faut donc reprendre la copie à la base grâce à un véritable Grenelle agricole associant tous les acteurs d'un domaine capital pour un pays comme la France dont il est inadmissible, UE ou pas, qu'elle devienne importatrice nette après des années de gouvernance technocratique et un fardeau de plus pour notre commerce extérieur sur la pente savonneuse.

Autre équilibre à maintenir, celui entre Industrie et Commerce : les serpents du caducée de Mercure forment un duo qu'il importe de discipliner sans quoi la dépendance industrielle de la France s'accroîtra en même temps que le déficit abyssal de notre commerce extérieur.

Côté industrie, le plus faible, une remontada s'impose car l'armement et l'automobile n'incarnent certainement pas l'avenir de notre industrie. Au contraire, les énergies renouvelables et l'économie de la mer augurent de gisements d'emploi importants. Dans

ce contexte, la création d'un véritable ministère prospectif de l'Industrie débarrassé de la tutelle de Bercy devient urgente.

La synergie entre le monde du faire et celui du savoir est très importante pour notre avenir.

La synergie avec l'Ecole c'est celle du développement de l'apprentissage, des qualifications professionnelles et de la formation continue. L'entreprise ne doit être perçue ni comme un simple bailleur de fonds ou un partenaire obligé mais comme une option valable pour beaucoup de jeunes ce qui implique d'éviter toute hiérarchie entre enseignements général et professionnel.

La synergie avec l'Université, c'est tout le problème de la qualité des diplômes et de la nature de la recherche. Le dialogue permanent avec les entreprises doit être maintenu sur la pertinence des diplômes. Le monde économique participe au financement de la recherche appliquée, il doit aussi le faire dans une proportion raisonnable par exemple au travers d'un Fonds, à celui de la recherche fondamentale. Il faut donc s'entendre en amont sur des principes, en aval sur des résultats, sans pour autant que l'indépendance de l'Ecole ni celle de l'Université soient jamais mises en cause.

La synergie financière est encore beaucoup trop faible, il convient de la reprendre en main pour éviter que l'objectif économique des petits entrepreneurs industriels, commerciaux ou agricoles soit une forme d'asymptote dictée par les charges et impôts et pour lui substituer une ambition politique, publique, forte. De trop nombreux patrons de PME, découragés par ailleurs par d'être sous les feux croisés de réglementations évolutives, cassent en effet précocement la courbe de développement de leur entreprise ou la revendent, faute de capitaux permanents.

Ceci suppose une solidité financière que seul un partenariat robuste et pérenne peut garantir comme la comparaison avec nos cousins d'outre-Rhin le prouve. Cette solidité implique d'atteler la finance aux jeunes charrières économiques.

Les outre-mers doivent cesser de n'être pour Paris que des danseuses électorales.

Ils devront prendre une place importante dans cette évolution stratégique qui nécessite des investissements lourds : reconquête publique du service de l'eau, coopération internationale (créations d'espaces culturels en développement), protection des ZEE, reconversion des agricultures chimio-dépendantes, économie de l'énergie durable, création d'une nouvelle économie de la pêche. Mais ils doivent aussi provoquer nombre d'initiatives dans l'« hinterland » marin propre à la France et nous inciter à abandonner progressivement le modèle souverainiste hexagonal ou « européen » pour nous rapprocher de formules souples tenant compte de l'environnement spécifique (Caraïbe, espace francophone nord-américain, pointe sud de l'Afrique, Pacifique..).

II-1.3.3. Débusquer le gaspillage de ressources financières...ou comment faire de vraies « économies » c'est-à-dire gérer la ressource nationale de façon responsable ?

Bien conduire la dépense publique consiste pour les actuels décisionnaires français ou « européens » à rogner par principe sur les effectifs du secteur public et à déléguer le maximum au privé. Ils cherchent à imposer la sotte idée que les seules économies possibles doivent se faire dans le « social ».

Pour les gens de bon sens, il s'agit plutôt d'atteindre un objectif clairement et précisément défini avec un contrôle efficace, un agenda et des sanctions au vu des résultats. Quelques exemples de vraies « économies » possibles :

Notre défense est depuis de Gaulle fondée sur l'idée d'assurer la protection et l'indépendance du pays grâce à la dissuasion nucléaire et un dispositif de projection de forces à l'extérieur, garantissant à la fois force et mobilité.

Mais divers gouvernements ont ensuite avalisé la dérive actuelle de l'UE qui sort de sa vocation économique initiale et dérive à l'Est tout en prétendant fonder exclusivement sa sécurité sur l'OTAN sans tenir le moindre compte des capacités française et britannique (militairement, l'Europe forme un tout). Si l'on continue docilement dans cette voie, à quoi bon alors conserver un dispositif de dissuasion très coûteux, non indemnisé par l'UE « politique » donc à la charge exclusive de la France et qu'il faut toujours actualiser ? Il faut choisir : ou l'on laisse une Commission Européenne fondamentaliste de l'atlantisme global n'en faire qu'à sa tête et l'on peut se passer de la dissuasion donc faire de substantielles « économies » ; ou l'on reprend les choses en main et l'on fait payer à tous une contribution essentielle à la défense donc à l'indépendance de l'Europe, la nôtre. Le respect minimum dû à nos contribuables l'exige.

Du côté de la décentralisation, la ligne de Bercy reste de décentraliser les dépenses en centralisant les recettes et donc de garder la main sur les paiements grâce à son administration. Les moyens modernes permettraient de faire des économies substantielles au niveau de l'Etat en laissant les collectivités gérer elles-mêmes leurs flux financiers.

Le soutien à l'industrie ou à l'agriculture s'opère par des subventions assorties d'engagements de remboursement en cas de non prestation des contreparties (maintien ou développement de l'emploi par exemple). Mais comme il s'agit en général d'engagements « moraux » non garantis par des banques ou des prises de participation, ils sont souvent « oubliés ». Cela coûte à l'état des milliards mais on continue dans cette voie sur la base du bénéfice du doute donné aux requins.

Le même ministère intervient aussi dans un jeu d'acquisitions et de reventes de participations qui se terminent parfois par des pertes sèches qui sont rarement sanctionnées. Nous devons mettre fin à cela en combattant les risques de collusion et en valorisant les fonctions d'inspection. Celles-ci ne sont pas là pour se donner bonne conscience mais pour qu'on tire des leçons des échecs.

Il existe aussi un certain nombre de « vaches sacrées » dont le nom seul garantit, aux yeux de certains un accroissement indéfini des moyens sans que l'adéquation entre

la réalisation des missions et cet accroissement puisse être mise en cause autrement dit en les rendant « taboues ». Cette vision « magique » s'applique par exemple aux administrations de l'Education Nationale, du Logement ou de l'Emploi mais aussi à celle des Finances. On change les noms mais on perpétue le tabou sur la politique suivie par les ministères sans égard aux résultats.

Pensons aussi à une fusion des fonctions publiques qui donnerait bien plus de souplesse à la gestion des agents tout en leur assurant un éventail de carrières bien plus large et en permettant des économies d'échelle.

Enfin, **il y a beaucoup à faire dans le fonctionnement des grands marchés publics tant dans leur forme que sur le fond où la capacité de négociation des responsables de Bercy est en cause.** Quant aux PPP (Partenariats Public Privé) ils sont à la source de risques souvent mal circonscrits pour l'Etat. Ils sont surtout un moyen de faire échapper des décisions stratégiques importantes au pouvoir des élus par le jeu des durées contractuelles et des pénalités de dédit. Les concessions des sociétés d'autoroute sont un bel exemple mais pas le seul du mal durable qu'une vision exclusivement budgétaire des sujets provoque.

Comment gérer ce qu'on ne possède plus et les nouveaux droits ?

Economiser l'argent est une excellente chose mais économiser en nature et pour la Nature est de plus en plus nécessaire, cela fait d'ailleurs partie de la mission de toute gouvernance sans qu'elle attende la pression de l'esprit du temps.

Une fois encore, l'urgence environnementale n'est ni une option de l'action politique ni une spécialité à déléguer politiquement à X ou à Y, elle doit être au cœur du rapatriement de l'intérêt général, au cœur de l'action publique.

Au premier chef l'eau, qu'à grands frais on rend potable pour évacuer les toilettes ou laver les voitures en négligeant les efforts faits, y compris au niveau européen, pour séparer les réseaux et en payant une seconde fois des amendes importantes. Ici aussi l'Etat et les collectivités doivent reprendre la main vis-à-vis des groupes de pression économiques et de la privatisation sauvage des ressources en eau. « Créer des emplois » ne doit pas servir de prétexte à l'éloignement du sujet essentiel qui le service public accessible à tous.

Il y a aussi l'énergie : Nous proposons un service public de l'énergie incluant l'efficacité et la performance énergétique, permettant à notre pays de mieux combattre le dérèglement climatique. Il serait garant de la mise en œuvre des politiques nationales, de la gestion des subventions, des qualifications des acteurs et du contrôle des opérations. Il faut combattre le cloisonnement actuel entre production, transport et distribution, imposé par les conceptions de la Commission Européenne, et qui induit des surcoûts.

La TVA doit être abaissée à 5,5% pour l'électricité et le gaz, bien de première nécessité ; comme pour l'eau, il faut interdire les coupures énergétiques. De même, pour ces biens il s'agit de sortir de la concurrence qui avantage les plus gros et opprime les plus faibles, menaçant ainsi la distribution d'autres services essentiels.

On peut retenir 4 axes pour l'intérêt général :

- Une sortie du marché pour le service public avec la lutte contre le dérèglement climatique comme objectif principal.
- Un tarif unique fondé sur les besoins
- Une fiscalité plus juste
- Une solidarité renforcée et un droit fondamental d'accès à l'énergie

Il en va de même de l'allocation de l'espace urbain ou rural que les théories sur la délégation de service public au nom du préjugé d'efficacité ont fini par vider de son sens : la rupture de la continuité territoriale dans notre pays-monde, la vente de l'espace public préférée aux baux à long terme, la concession des infrastructures (aéroports, gares, ports, voies terrestres, hubs électroniques, centres financiers etc.) aux intérêts privés et parfois, paradoxe suprême, à de puissants états étrangers au nom du fétichisme juridique national ou de l'UE ont proliféré depuis des décennies. Continuer à « mondialiser » notre propre maison à tour de bras et sans aucune nécessité est un véritable non-sens.

De plus, année après année, le principe de l'affermage de tout ce qui peut l'être gagne du terrain car la technocratie s'allie aux intérêts privés pour l'imposer : quoi de mieux qu'un service durablement délégué par le meilleur débiteur possible et qui échappe ainsi à tout changement de politique, à toute amélioration significative en faveur des contribuables et épargne toute réelle remise en cause des responsabilités ?

Cela doit cesser car les citoyens, bernés par la complexité des mesures, en acceptent de moins en moins les résultats. Une loi-cadre définissant l'espace public minimum doit être envisagée et la reconquête du territoire de gouvernance perdu mise en œuvre.

II-2. EDUQUER ET FORMER : LE CREUSET DE LA REPUBLIQUE

Pour nous Radicaux, l'éducation laïque est un pilier essentiel de la République. La loi de 1905 et l'action de nos ministres ont fait avancer l'Education Nationale. Nous restons profondément attachés à cette loi et pensons qu'elle doit rester intangible. Mais le contexte a totalement changé avec l'évolution fondamentale de la cellule familiale, l'irruption d'acteurs nouveaux et invasifs dans l'environnement des jeunes, la suspension sine die du service armé donc de toute obligation citoyenne pour l'ensemble des jeunes adultes et pour finir l'acceptation sous François Mitterrand du principe d'un enseignement privé subventionné. Dans ces conditions, il devient impossible de ne pas

repenser, actualiser et renforcer l'éducation républicaine.

II-2.1. L'Ecole Publique rénovée

S'il est vrai qu'enseigner c'est aussi éduquer, l'éducation est une mission bien plus large que l'enseignement, lui-même aujourd'hui réparti entre l'Ecole Publique et l'Autre Ecole, particulièrement l'enseignement professionnel. Cette confusion sémantique a contribué à détourner le ministère dit de l'Education Nationale de sa mission principale.

Pour nous, il faut mieux calibrer les missions du ministère et devenir bien plus exigeants sur leur réussite ce qui n'est pas seulement une question de budgets. Cela concerne en particulier la pratique des langues, les rapports entre enseignement professionnel et général, la coordination avec les entreprises, les questions d'orientation scolaire.

L'école publique qui est en fait la véritable « école libre », ne doit en effet pas devenir, comme dans d'autres pays, une école par défaut fuie des futures élites mais redevenir synonyme d'une exigence de qualité, de méthodes modernes et d'une bonne coordination avec les autres acteurs de l'éducation.

II-2.2. L'éducation républicaine concertée

Si l'on veut donner à tous les repères nécessaires qui compléteront les enseignements et la formation des têtes et des corps, il importe de rassembler enfin tous les acteurs de l'éducation autour d'une charte républicaine et d'une bonne coordination des efforts de chacun : familles, Etat, collectivités, monde associatif et media voire sur base de réciprocité, des nations francophones partageant nos valeurs et notre culture.

Les écoles privées doivent elles aussi, sauf à s'engager dans le séparatisme, s'engager formellement en tant qu'elles bénéficient aujourd'hui de fonds publics. Pour parer le danger évident d'une éducation à deux vitesses et pour former de bons Républicains il faut donc intégrer tous les acteurs de l'éducation sous l'égide du pacte républicain et de la laïcité et les faire œuvrer au service de la nation.

Le partenariat républicain avec les mouvements de jeunesse s'inscrit lui aussi dans cette logique, dans la mesure où depuis des décennies les organisations laïques se sont très peu engagées dans l'éducation de terrain. Or ce besoin reste essentiel pour les familles.

Il serait donc intéressant de labelliser les organisations de jeunesse et en premier lieu le scoutisme, qui souhaitent s'inscrire dans le cadre de la laïcité et leur apporter ainsi un soutien en même temps qu'une garantie nécessaire aux familles, trop souvent victimes de leur confiance dans des institutions privées

II-2. 3. L'éducation républicaine incarnée

Mais pour assurer cette fonction de creuset de la République, les enseignements scolaires abstraits et limités ne sauraient suffire et de toute façon il est impossible de « préserver » le jeune public de puissantes influences extérieures.

Dès lors il faut aussi, dès l'adolescence, des options éducatives concrètes pour éviter qu'une carence d'éducation générale républicaine ne vienne renforcer le succès de l'influence confessionnelle ou marchande. En quoi consistera-t-elle ? Certainement pas en gadgets comme les his-toires d'uniforme ou en dérives potentiellement dangereuses comme le serait le service fugace mais obligatoire d'ados encadrés par des militaires.

L'apprentissage de la vie républicaine doit concerner la totalité des jeunes des deux sexes sinon la mesure n'a aucun sens. Il doit aussi être obligatoire si l'on veut créer une fraternité entre jeunes de toutes origines, milieux et habitats. Il ne doit concerner que des jeunes adultes capables de raisonner par eux-mêmes mais en demande d'une bonne entrée dans une vie citoyenne et fraternelle. Il ne doit pas dépendre de l'Armée qui, devenue professionnelle, doit se consacrer à ses propres missions et de plus il s'agira de missions civiles.

Nous proposons la création d'un service civil obligatoire universel de transition citoyenne qui n'a bien entendu aucun rapport avec un service national armé (suspendu par le président Chirac) lequel relève d'une armée de conscription ni avec le dangereux embrigadement d'adolescents instrumenté par l'actuel gouvernement.

La continuité éducative est un autre point essentiel, souvent négligé dans les réformes en France. Les collectivités territoriales et les associations constituent ici un partenaire de choix, qui pourraient sortir enfin du domaine de l'occupationnel pour créer une filière éducative complémentaire de l'enseignement ce qui permettrait de dégager des plages horaires pour celui-ci afin d'améliorer sa propre efficacité.

Cette continuité éducative concerne aussi la formation permanente et l'éducation populaire qui nécessite une puissante relance, le mouvement des MJC s'étant largement effiloché pour constituer dans bien des endroits une deuxième division de centres culturels, certes utiles mais éloignés de leur vocation initiale.

Elle concerne aussi l'ouverture vers le monde francophone, les outre-mers, l'Europe et le monde. Pour l'UE on se félicite à l'envi des programmes Erasmus qui sont certainement une bonne chose mais ne concernent en fait qu'une partie des futures « élites » de la Nation : 10 000 dossiers par an pour 3 millions d'étudiants en France.

Par contre, le monde francophone est encore plus mal servi. Il faut donc élargir le programme européen et s'attaquer sérieusement voire prioritairement au reste.

II-3. VIVRE EN REPUBLIQUE

Le citoyen d'aujourd'hui semble considérer et l'on ne peut que lui donner raison, que toutes les facettes de la vie méritent d'être vécues. Cela implique de passer en revue toutes les composantes du bonheur républicain, dans la mesure où la gouvernance de l'état peut y contribuer en garantissant certains droits, en en affirmant d'autres et en faisant prévaloir ce principe bien radical : la solidarité.

Mais d'abord, une question préalable que tout le monde se pose, souvent pour y donner des réponses nourries de préjugés tournant parfois au délire identitaire : quel doit être le périmètre du bonheur relatif des Français et qui doit légitimement en profiter ?

Pour nous Radicaux qui sommes avant tout universalistes et solidaristes, la réponse est claire : ce sont tous ceux qui y contribuent, y ont contribué ou y contribueront sans considération d'origine, de religion, de statut social ou d'ancienneté. Aucun prétexte à l'exclusion ou à des raisonnements idiots à base de gâteau à se partager, de sous-entendus dictés par une culture confessionnelle ou ethnique particulière, de calculs visant à nous imposer par les règles majoritaires de l'UE une vision sociale contre laquelle notre République s'est créée et vit depuis des siècles et qui doit rester la nôtre.

Ce qu'il s'agit de défendre et que la gauche politique dite modérée oublie trop souvent, c'est avant tout l'égalité sociale, pilier de notre République. Ce que nous voulons nous, c'est le solidarisme en action, l'éducation en action, le civisme en action et non en leçons.

Diversité, immigration, communautarisme, sécurité : ne mélangeons pas tout. Et refusons d'amalgamer comme cela s'est fait avec la majorité silencieuse d'avant-guerre, de vieux préjugés rassis, un égoïsme toujours latent et nourri par l'ignorance et les flux permanents qui fusionnent en une communauté nationale sur un territoire donné. Car la clef du système reste l'adhésion volontaire et durable à une culture, la nôtre, au sens le plus large du terme. Cette condition doit être considérée comme une motivation, non un prétexte à imposer des barrières et le repli sur soi.

Oui donc à une culture diverse et profondément partagée. Il s'agit d'assimiler et de respecter toutes les cultures sans cultiver les communautarismes qui sont le fait de toutes les religions à qui elles servent à la fois de véhicule et de prétexte. La règle du jeu, c'est la République qui la dicte.

II-3.1. Justice, sécurité et sûreté

Protéger participe de la promesse républicaine et c'est la Justice qui en est chargée.

II-3.1.1. Des moyens pour la justice et son environnement

La justice est un pouvoir fondamental doublement nécessaire à notre République, à la fois pour participer de son équilibre politique et pour assurer une vie en société conforme à nos idéaux.

Donnons-lui les moyens qu'on lui a longtemps refusés, faisant de nous une lanterne rouge européenne tant pour dire le droit que pour l'appliquer. Il faut aussi changer de braquet concernant les problèmes carcéraux, les féminicides, la criminalité environnementale ou en col blanc, le traitement juste des populations réfugiées. La psychiatrie judiciaire, de même la PJJ méritent de voir leurs moyens largement revalorisés car elles représentant des voies d'avenir.

A l'international, la France est-elle encore la patrie des Droits de l'homme ? On peut en douter : le proverbe « dis-moi qui tu hantes et je te dirai qui tu es » s'applique hélas lorsqu'on considère les hôtes de l'Elysée et ses discours à géométrie variable. L'argent des trusts pharmaceutiques ou chimiques, des sucriers, des racleurs d'océans, des armuriers, des organisateurs de jeux, du négoce international pèse beaucoup plus lourd que les malheurs des populations mondiales et des personnes déplacées. Il faut que nos tribunaux montent la barre et se modernisent eux aussi vis-à-vis de cette forme moderne de rançonnement des citoyens.

II-3.1.2. La sécurité des personnes et des biens

Pour cette aspiration essentielle à tous, les solutions sont à rechercher dans une application ferme, exemplaire, coordonnée et rigoureuse de l'arsenal des textes existants et non dans l'inflation de lois de circonstance aux relents inquiétants.

Il s'agit bien sûr de rétablir l'autorité de la République sur tout le territoire grâce entre autres au recrutement de policiers et gendarmes et au rétablissement d'une police de proximité. Associée au renseignement local, cette police déconstruite par Nicolas Sarkozy, est indispensable à la gestion des conflits comme au contrôle des commerces illicites. Elle doit cesser d'être l'objet d'une politique du chiffre qui subordonne la sécurité réelle des citoyens à la démagogie qui cherche à concurrencer l'extrême-droite sur son terrain de prédilection et de nuisance. Le maintien de l'ordre doit par contre être réservé aux seuls personnels compétents, les Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS) et les gendarmes mobiles.

II-3.1.3. Les élus locaux, élus de proximité

La coordination constante et institutionnelle avec l'environnement électif, social et associatif (CLSPD- Conseil Local de sécurité et de prévention de la délinquance entre autre) reste vitale. Le rôle des élus, en particulier, est essentiel sur le terrain et pour développer un nouveau schéma urbain alternatif, nécessaire à la gestion de la sécurité et d'un meilleur vivre-ensemble. Or qui gère l'urbanisme sinon les élus responsables ? Les collectivités et leurs élus participent activement à l'administration de la Citéquaine

réclame pas seulement du discernement général mais des compétences multiples à acquérir.

Il faut donc absolument les former en début de mandat. Une formation accélérée préalable de 2 mois (sur 6 ans de mandat) leur serait demandée avant exercice effectif de leurs responsabilités sur des sujets essentiels (sécurité, droit, finances, urbanisme): un investissement quasi-gratuit si l'on considère les enjeux et les conséquences des erreurs politiques commises par incompétence, naïveté ou pire.

II-3.2. Vivre dans le respect des droits

Balayons donc d'abord devant notre porte :

Egaux et paritaires, dans nos diversités : Nous voulons que la Constitution et des lois spécifiques garantissent la parité et l'égalité des femmes à tous les niveaux dans toutes les institutions et assemblées politiques ainsi que sur le plan professionnel, salarial et autre dans les entreprises et organisations professionnelles. Un premier progrès a été fait pour les départements, il faut continuer, en particulier pour l'intercommunalité. A cette fin nous proposons :

- De garantir les mêmes principes de parité et d'égalité sur le plan professionnel, salarial et autre dans les entreprises et organisations professionnelles
- De ratifier la Convention internationale (C190) de l'OIT, contre toutes les violences faites aux femmes dans le monde du travail
- De renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes dans la sphère familiale, violences qui atteignent par contrecoup les enfants
- De prendre des mesures spécifiques sur le plan de l'éducation, dès la maternelle, notamment dans les zones sensibles pour combattre les stéréotypes de toutes natures. Les collectivités, associations et media devraient y participer.

L'Homme est divers dans ses choix de vie

C'est à juste titre qu'un effort est fait actuellement pour assurer au sein de la communauté nationale à tous ceux qui diffèrent en termes de préférences ou de situations sexuelles, englobés sous le terme LGBTTTQI++, une parfaite égalité de traitement.

Bien entendu, nous soutenons cette démarche et souhaitons la pérenniser dans tous les secteurs de la vie sociale. Il ne faut jamais baisser la garde, si l'on observe ce qui se passe ailleurs aux USA ou dans des Etats autoritaires, voire au sein même de l'UE.

II-3.2.1. Pas de droits mais un vrai respect pour les amis de l'Homme

Les animaux, embarqués avec nous dans cette Arche qu'est la planète, ne sont

pas sujets de droits mais il est cependant impératif de les respecter car c'est aussi nous respecter.

L'animal de compagnie aide à compenser les déficits affectifs générés par une société d'égoïsme, de surconsommation. Il faut le respecter et établir un statut permettant de le valoriser et de limiter les nuisances du nombre : des millions de chats et de chiens, leur alimentation et leur présence ne sont pas sans conséquence sur l'environnement et la biodiversité.

L'animal domestique dont il faut impérativement limiter les souffrances s'il est destiné à la consommation, davantage encore s'il est destiné au plaisir (tauromachie, combats de coqs, delphinariums, zoos et parcs, cirques traditionnels etc.)

Les autres êtres vivants, « utiles » ou simplement nécessaires à l'équilibre naturel doivent être protégés en fonction de l'état de la science et en luttant contre la politique des lobbies destructeurs, l'urbanisme débridé, les préjugés de la population. Il y va de notre bien-vivre et parfois de notre survie.

II-3.3. Vivre bien toute sa vie

Dans une vision moderne, l'art de vivre est une dimension importante pour l'Homme qui veut redevenir sujet, maître de son destin et non rester asservi à des intérêts ou à des idéologies aliénantes qu'elles soient d'ordre économique, politique ou religieux.

II-3.3.1. La santé

Notre corps est un capital pour la vie et il faut le protéger des attaques extérieures mais aussi des dommages que l'égoïsme des intérêts ou l'agressivité des pouvoirs lui font subir quotidiennement. Comment ? En investissant et en légiférant dans le cadre d'une stratégie globale : prévenir, protéger, soigner.

Santé et sécurité sociale

La France avait, dit-on, l'un des meilleurs systèmes de santé du monde. Ceci reste vrai pour la prise en charge par la Sécurité Sociale et les mutuelles. Par contre, la pandémie a montré les graves conséquences de la baisse du nombre de lits et des effectifs dans les hôpitaux au nom d'une gestion administrative qui connaît les chiffres mais pas les patients. Or cette politique, accentuée depuis 2017 a continué même pendant la pandémie. Il faut en changer.

L'absence de la France dans les premiers pays inventeurs de vaccins contre la COVID, a brutalement révélé son déclin. Un effort très important devra être porté sur la recherche médicale et l'enseignement supérieur, qui est la principale ressource qualitative et quantitative de la recherche, vitale pour notre souveraineté.

La médecine au quotidien

Le développement des déserts médicaux urbains ou ruraux doit faire l'objet de solutions imaginatives et non de mesures contraignantes, forcément contre-productives dans le cadre européen, en remplissant par exemple les urgences.

Nous proposons un contrat adaptatif aux médecins de proximité qui leur offrirait, outre une rémunération enfin en rapport avec leur niveau d'études et leur activité, un statut semi-public en début (ou en fin) de carrière avec la volonté d'alléger leurs tâches administratives qu'il n'est pas dans la vocation des soignants d'assumer.

Le tonneau des Danaïdes

A quoi sert de péjorer le service de santé, de mettre en danger les hôpitaux sous les mesures de « gestion », de pousser certaines catégories de patients à faire de dangereuses impasses sur leur santé ou celle de leurs enfants, si on laisse de l'autre côté grandes ouvertes les portes à ceux qui nourrissent les risques et les dépenses de santé voire en vivent ? Le développement de la malbouffe, des addictions diverses, du consumérisme débridé, du béton, des pollutions ne sont pas des maux « inévitables » du libéralisme et du libre-échange comme le prétendent les droites, il s'agit d'un désordre social organisé parce que profitable.

Il convient de mettre des freins puissants à ce développement non régulé, tant en amont par les moyens réglementaires de l'urbanisme qu'en aval, par exemple par la surtaxation des dividendes perçus sur ces activités.

Dès lors, on peut penser, pourquoi pas, à mettre en place un «habeas corpus» économique et social. Serait-ce devenu un droit, au nom du libéralisme « européen » ou autre, de monter d'énormes industries agro-alimentaires, chimiques, numériques, des armes qui tout en payant un minimum d'impôts, prospèrent sur les dommages portés au corps humain, à l'esprit humain, à la sécurité humaine et génèrent en aval d'énormes dépenses publiques pour réparer une partie des dégâts ? La réponse des Radicaux est claire : c'est non !

Et à ceux qui trouveraient cela « irréaliste » on peut répondre qu'il est beaucoup plus facile de limiter les dégâts suicidaires de l'humanité qui détruit sa propre santé que ceux qui sont portés à la Nature, laquelle échappe très largement au pouvoir humain.

Le sport, spectacle ou viatique ?

Ici comme ailleurs, le Veau d'Or fait beaucoup de dégâts. Très largement commercialisé, le sport reste cependant un antidote puissant à cette vie de plus en plus sédentaire, virtuelle, aux media invasifs et parfois délétères et s'accommodant d'une politique où

l'action obéit à la communication au lieu que ce soit l'inverse.

Pour autant, il est possible de reconstruire un pays où dans l'éducation et la vie de tous, la pratique sportive au sens le plus large redevient un puissant antidote aux atteintes physiques et mentales, en mettant en perche les réserves financières de ceux qui en ont fait un pur vecteur de leurs affaires : question de répartition des bénéfices, finalement. Ici aussi, l'Etat doit non se substituer à la vie sportive nationale et internationale mais surveiller son fonctionnement dans l'intérêt général.

II-3.3.2. Les chemins de la vie

La PMA. : Nous sommes favorables à une acception large de cette avancée médicale car des couples de toute nature ou même des femmes seules, peuvent désirer un enfant.

La GPA : les Radicaux sont par contre plus réservés, au stade actuel, sur la GPA qui peut impliquer la marchandisation du corps humain, la construction d'une famille duale, des questions d'héritage génétique pouvant traumatiser l'enfant et des enjeux commerciaux et éthiques difficiles à cerner en l'état. Mais il faut aussi prendre en compte de l'internationalisation des pratiques sur ce sujet complexe et envisager un statut juridique aux enfants nés de ces pratiques à l'étranger.

La fin de vie : Quelques progrès ont été réalisés ces dernières années par la loi française alors qu'avec le vieillissement des populations ce problème se pose avec de plus en plus d'acuité. Nous partageons et approuvons ici l'essentiel des idées et les efforts de l'Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité (ADMD) qui porte un projet soucieux de la liberté des gens à vivre mais aussi à mourir sans pressions pour les influencer. Avec une loi claire, personnels médicaux et famille pourraient enfin agir humainement sans devoir comme aujourd'hui transgresser la lettre sinon l'esprit des textes, ou devoir quitter la France pour « mourir dignement ».

La légalisation du cannabis. Nous y sommes favorables dans un contexte thérapeutique. Quant à sa légalisation générale, pourquoi pas ? Mais un débat national devrait être organisé prenant en compte les avantages et les inconvénients supposés ainsi que les expériences étrangères plus ou moins positives, avant de prendre une décision définitive.

II-3.3.3. Le droit à un environnement de qualité

La gestion de l'espace est un sujet capital en ce qu'il détermine en grande partie la qualité des politiques suivies en aval. Or, les moyens juridiques et la vision globale de la gestion de l'espace restent en France largement gouvernés par une vision traditionaliste où l'appropriation des sols reste confondue avec leur exploitation, la

gestion de l'espace urbain est séparée de celle de l'espace rural avec la persistance de préjugés tenaces quant à la propriété du logement pour les classes moyennes. La finance est insuffisamment mise à contribution et tend à voler de ses propres ailes, privant ainsi entreprises et particulier d'un soutien efficace.

Cette gestion est aujourd'hui d'autant plus stratégique que dans un pays doté de grands espaces planétaires comme la France, l'impact environnemental est essentiel. Enfin, l'influence de conceptions productivistes et libre-échangistes surannées au niveau européen reste importante sur l'agriculture, l'industrie, les transports et la santé publique. Or le libre-échange est un ennemi naturel de l'écologie parce qu'il tend à échanger toujours davantage de façon de plus en plus intensive sans tenir aucun compte du caractère « fini » de la Planète.

Dans ces conditions, le droit à un environnement de qualité se heurte souvent dans les faits, à l'économie des échanges et de la production répondant à des besoins trop souvent artificiels générant à leur tour des conséquences écologiques redoutables y compris lorsqu'il s'agit de « verdier » l'économie.

Nous proposons un urbanisme centré sur l'homme et non sur le profit et « la concurrence libre et non faussée » qui finit toujours par profiter à la finance et non aux hommes. La disparition des concentrations inutiles d'espaces tertiaires d'emploi ou de commerce, la réévaluation de la politique du logement, le maillage renouvelé des services public et du transport doivent être de nouveau à l'ordre du jour de même que la sécurisation de la production d'énergie. Il est impossible de continuer à suivre aveuglément les politiques de la Commission Européenne qui poussent systématiquement à la privatisation des responsabilités stratégiques, au mépris de l'intérêt général. La reprise en main par l'Etat des leviers de commande écologiques les plus importants (transports, eau, assainissement, logement, agriculture) doit s'accompagner d'une amélioration qualitative de l'urbanisme de deuxième rang dévolu aux collectivités territoriales.

II-3.3.4. Le droit à la culture et l'éducation populaire

La culture a pour notre pays une double importance puisqu'elle est, on l'a vu, un pilier de notre influence et de notre futur projet de développement planétaire.

Mais elle est aussi, pour l'ensemble des citoyens vivant en métropole, dans nos îles et en outre mers ou à l'étranger, un élément capital du vivre ensemble, quelle que soit la langue pratiquée. Il nous faut une culture pour chacun et pour tous. Or la culture française est aujourd'hui en concurrence, y compris chez nous, avec la culture américaine et peut-être demain, chinoise. C'était déjà vrai avec Hollywood, ce l'est plus encore avec les GAFAM. Demain des GAFA chinoises aussi puissantes vont en effet imposer leur vision des choses avec le contrôle de milliards de données. Il est important que la France investisse massivement ces domaines du « soft power » international avec ses partenaires francophones.

Nos propositions :

- Inciter les citoyens aux pratiques artistiques car c'est ainsi que le public devient amateur ou praticien et que naissent des vocations artistiques et une demande culturelle positive
- Relancer l'éducation populaire, terreau de la laïcité
- Les langues régionales sont essentielles pour la richesse culturelle de la France.
- Nous souhaitons que leur pratique soit promue et suivie dans les régions, mais aussi au niveau national comme elle l'est d'ailleurs par l'UE.
- Promouvoir la coordination entre initiative privée, associations, collectivités territoriales et administrations en s'appuyant sur les nouvelles technologies.
- Optimiser le financement de la culture hors l'action publique, développer les centres d'art numérique en France.

Le droit à l'information libre et non faussée doit être protégé par une loi-cadre réservant une part essentielle au service public.

II-3.4 Vivre ensemble (la solidarité et la fraternité) :

II-3.4.1. Le revenu minimum

Les salaires doivent être revalorisés et coordonnés de façons que par exemple, les salaires prévus par les accords de branche ne soient pas inférieurs au SMIC.

II-3.4.2. Les situations de handicap

La déconjugalisation de l'AAH, c'est-à-dire l'arrêt de la prise en compte des revenus du conjoint dans son calcul, est une juste revendication associative refusée par le gouvernement mais que nous soutenons pour que chacun ait droit à la pleine autonomie. Aujourd'hui, la réglementation laisse en effet la personne en situation de handicap dépendante de son conjoint et l'éloigne de toute possibilité d'autonomie, y compris financière.

D'autre part, le handicap psychique – à distinguer des handicaps mental ou physique plus facilement décelables – concerne directement et indirectement de très nombreux citoyens. Il faut maintenant le prendre en compte sérieusement.

II-3.4.3. Le statut d'accueil

Le lien complaisamment entretenu par certains, parfois à gauche hélas, pour des motifs politiques entre les problèmes de sécurité qui peuvent se poser de façon globale ou ponctuelle sur le territoire et l'immigration récente ou ancienne n'a pas lieu d'être.

Par contre, les politiques territoriales ou éducationnelles qui conduisent à traiter les symptômes plutôt que le mal dans les domaines du logement, de l'enseignement et de l'éducation ou de la sécurité en refusant de modifier les cadres généraux de l'urbanisme

et du logement, la gestion de la justice et de la police ou encore l'orientation scolaire et le service dû par la jeunesse, doivent être combattues et changées dans le cadre d'un plan, avec des objectifs dépassant très largement ceux de la police.

Une fois accueilli, tout citoyen du monde est un sujet de droits et devoirs identiques à ceux de tous les Français, en particulier pour le vote aux élections locales. Si l'impôt est payé, il est juste que sa contrepartie bénéficie au contribuable. Quant à la politique dite d'immigration, elle doit prendre en compte une juste part des responsabilités européennes avec l'UE et en-dehors de celle-ci.

C'est donc plutôt d'un statut de l'accueil qu'il faudra parler plutôt que d'une lutte hypocrite contre l'immigration, parfois prônée par des politiciens qui en sont eux-mêmes issus.



III. AU SERVICE DE LA FRANCE

Vers un projet mondialisé

Au service du peuple, les Radicaux sont aussi au service de la France, une communauté nationale qui rassemble tous ceux qui habitent notre espace et se reconnaissent dans nos valeurs.

Notre Nation se définit aussi par sa géographie exceptionnelle, son histoire séculaire et bien sûr sa langue et sa culture au sens le plus large du terme. A l'heure où les illusions servent souvent de voile à l'égoïsme et parfois à la xénophobie, rappelons le pourquoi d'une Nation et quels sont les puissants facteurs qui rassemblent ses citoyens. Mais pour mieux définir notre apport actuel et futur à la vie de notre Nation, il nous faut dresser un état des lieux, de son potentiel et des piliers de notre construction. Il convient aussi de se garder des pièges et des fausses « réalités » pour ne conserver que l'essentiel et l'intégrer à un projet de développement motivant.

En y joignant ce que nous avons récolté aux chapitres précédent en termes de méthodes et de réformes nous pourrions alors esquisser notre projet nouveau de développement.

III-1. LA FRANCE AU CŒUR

III-1.1. Pourquoi une Nation ?

Curieusement, la question fondamentale « Etre ou ne pas être » appliquée à la Nation, pourtant l'un des groupes humains les plus solides avec la famille, est rarement posée au fond. Elle semble même taboue. Mais quand elle est évoquée, c'est sous sa forme la plus dégradée, celle de « l'identité nationale » et de ses inévitables dérives. La gauche n'a pas échappé, en France comme dans d'autres pays de l'UE et dans l'UE elle-même, à cette déplorable évolution.

Tout aussi curieux est le paradoxe selon lequel ce qui serait bon pour l'UE ou pour son protecteur américain, à savoir le « souverainisme »*, serait mauvais pour la France ou d'autres pays du monde. Ces incohérences troublent les Français, naturellement patriotes et risquent même de leur faire écouter de mauvais bergers alors qu'une nation peut parfaitement s'associer à d'autres mais doit en tout cas s'assumer dans son originalité et sa culture. Etre, ou ne pas être...

III-1.2. L'état des lieux

Notre pays semble être à la fin d'un cycle politique, dont la fin est balisée par des dérives évidentes. Une pensée technocratique brutale, conformiste et spécieuse s'est installée qui monte les citoyens les uns contre les autres, improvise dangereusement en

politique extérieure et adore de faux dieux : « les Marchés », la domination américaine, les totems technologiques.

L'UE est de plus en plus influencée par l'Europe Centrale où naquit un jour la peste brune et qui subit massivement l'influence américaine. L'éthique de notre haute administration, jadis admirée à l'étranger, baisse pour des raisons déjà évoquées. Le déficit de nos échanges s'aggrave sans cesse, nos marqueurs pour la recherche, l'enseignement, la dette publique, la défense, la gestion de l'énergie, passent au rouge ou au jaune clignotant.

Notre influence dans le monde diminue par notre propre faute. Bref, la France a fini de manger son pain blanc. Elle ne le doit pas à la paresse des Français mais à la médiocrité de sa classe dirigeante. Entoutétat de cause comme le dit l'adage, « il n'y a pas de mauvais cheval, seulement de mauvais cavaliers ».

Il nous faut donc réprimer nos défauts tout en faisant valoir des qualités non moins traditionnelles de notre peuple : la soif de savoir, la tradition culturelle, le bon sens, le goût du travail bien fait. De quels espaces disposons-nous pour ce faire ?

III-1.3. Les Espaces

III-1.3.1. L'Espace intersidéral

C'est très sérieux ! Dans l'UE, la France est seule à disposer d'espaces de lancement pour la navigation planétaire et de points d'appui sur tout le globe. Elle dispose également d'une technologie avancée dans le domaine spatial civil et militaire, de personnels formés dont des spatonautes et de moyens de traçage, enfin de coopérations avec les principaux pays actifs dans l'espace.

Elle devrait de ce fait valoriser sérieusement cet apport au niveau européen et des différentes alliances auxquelles elle est actuellement associée.

III-1.3.2. L'espace planétaire, océanique et les outremers La France dispose aussi d'une part significative de son territoire hors des limites de l'Europe géographique (et de l'UE), d'une culture planétaire (avec l'Espagne et le Portugal) et de zones économiques exclusives (ZEE) très importantes, la seconde du monde au total. Certaines sont en zone UE, d'autres non. Cette situation comporte des responsabilités, des devoirs et un potentiel considérables que nos technocrates, toujours « bons européens », n'ont pas jugé bon de négocier avec l'UE et les USA.

La France porte là une responsabilité mondiale et nationale par rapport à la conservation et à la protection de ces espaces ; il s'agit de les exploiter rationnellement afin d'éviter d'asphyxier notre flotte de pêche tout en consommant allègrement, au nom du libre-échange, les fruits du piratage pélagique et industriel de nos mers ; d'y protéger

les populations, leurs cultures et la biodiversité ; de surveiller les routes permettant d'y accéder. Notre potentiel direct en ressources naturelles et au titre stratégique est énorme ; un potentiel indirect existe aussi, celui de nos marines civiles et militaires au moment où l'on préfère consacrer les budgets militaires à des fins discutables.

Charité bien ordonnée commence par soi-même. Il faut donc nous débarrasser de l'obsession centre-européenne pour revenir au « grand large » sans pour autant bien sûr négliger notre participation active à l'UE et à sa nécessaire refondation.

III-1.3.3. L'espace francophone

La Francophonie, c'est 340 millions de locuteurs qui partagent avec nous, sur tous les continents ou presque notre langue c'est-à-dire un élément incontournable de notre culture. D'autre part la France est le seul pays à avoir des parcelles de territoire disséminées sur l'ensemble du globe. Quant aux outre-mers, ils pourraient être reliés par des projets culturels et économiques ambitieux à des Etats francophones, ex-francophones ou pratiquant d'autres langues européennes (espagnol, portugais, néerlandais voire anglais).

Le projet intéressant de créer un espace économique et culturel unique, la « Communauté », avait fait long feu à l'époque du Général de Gaulle, pour des raisons spécifiques disparues aujourd'hui. Inventons justement autre chose. Il est vraisemblable, en tout cas, que l'ensemble « outre-mers + états francophones » recèle un potentiel commun de développement économique, culturel et militaire considérable à condition de sortir de cadres intellectuels conformistes.

III-1.3.4. Les échelles européennes

Le désir de s'intégrer à un ensemble politique plus large n'est pas en soi une valeur. Cela concerne aussi l'UE dont le périmètre et l'équilibre ont brutalement changé sans qu'il en soit politiquement tenu le moindre compte.

Conséquence : la base populaire d'un conglomérat de 350 millions de citoyens « euro-péens » est de plus en plus fragile pour ne pas dire inexistante même si les milieux économiques et politiques se complaisent majoritairement, eux, dans cette situation.

Du point de vue de la défense, 4 blocs coexistent actuellement en Europe : le Royaume-Uni ; l'UE dite « Europe », actuellement abonnée à l'OTAN ; les non-alignés ou neutres, membres ou non de l'AELE ; la Russie et ses états associés (Biélorussie par exemple). Deux états disposent actuellement d'une force de dissuasion autonome : le Royaume-Uni et la France mais aucun compte n'en est tenu dans la gestion de la défense de l'UE. Cela est injustifiable, inadmissible.

Au niveau des valeurs, le seul principe vraiment affirmé par l'UE est celui de la concurrence économique « libre et non faussée » qui n'est pas une valeur morale. La

référence larvée au christianisme n'en est pas une pour nous. Pour un Radical en effet, aucun être humain ne doit être considéré comme plus ou moins proche à raison de sa culture, sa classe sociale, son sexe, sa couleur ou du régime politique sous lequel il vit.

Les cadres d'une UE construite il y a 70 ans sont aujourd'hui dépassés et antinomiques d'une politique de progrès telle que nous la voulons. Le glissement vers l'est de son centre de gravité se révèle gros de menaces évidentes. S'obstiner dans cette impasse est hasardeux et peut provoquer dans une France s'enfermant de plus en plus en Europe centrale, un rejet profond et pérenne de la construction européenne a fortiori après le « non » au référendum 2005 qui a été méprisé, laissant des traces profondes.

Il est par exemple inacceptable que l'exécutif de l'Union entraîne des Etats membres dans des risques de guerre sans qu'un état-membre de l'Union n'ait été directement menacé et sans aval parlementaire des états-membres dont le nôtre. Piétiner ses propres règles pour « suivre le mouvement » n'est jamais bon signe.

Le cas du Royaume-Uni et la question russe

Un lieu commun de la doxa actuelle est que le Royaume-Uni et la Russie seraient par définition « non-européens ». Cette double assertion est ridicule dans le cas de la Grande-Bretagne, discutable dans le cas de la Russie. Elle passe aussi délibérément sous silence le rôle capital qu'ont joué ces deux pays dans la destruction de la peste noire née en Europe Centrale et dont les germes sont toujours présents, c'est évident.

Plus grave encore, elle occulte le rôle d'équilibre politique, démocratique, économique, financier, océanique et de dissuasion nucléaire que doit jouer le Royaume-Uni en Europe.

En ce qui concerne la Russie, la question est plus complexe mais il est clair que privée de son immense hinterland continental qui offrirait aussi un dialogue direct avec Pékin, une Europe politique aura bien du mal à cesser d'être un satellite des USA, pour qui l'Europe est avant tout un débouché naturel et solvable donc à conserver sous sa coupe et aussi un concurrent monétaire.

La Russie a toujours été car tel est son destin, un état hybride mais culturellement européen. Prétendre l'intégrer en l'état à l'UE n'a guère de sens ; mais la rejeter, encore moins car son apport peut être immense, il suffit de réfléchir au déroulé du dernier conflit mondial pour le comprendre.

National

La prise en compte de notre espace national paraît simple mais elle ne l'est pas en ce qu'il s'étend au-delà des mers et sur toute la planète. Elle doit aussi intégrer une vision dynamique assurant l'évolution politique de certains territoires avec une priorité donnée aux principes républicains et culturels sur le juridisme dans certains espaces, de façon à

concilier le ressenti culturel et les règles acceptées de la République Française. Sur les sujets fondamentaux, une vision spatiale, humaine et globale et non technocratique et budgétaire, doit reprendre la main :

- Les questions financières et fiscales
- L'agriculture
- Les énergies renouvelables
- La décentralisation et les régions

III-2. LES ATOUTS ET LES DANGERS

III-2.1. Les atouts

L'atout humain est essentiel, avec un pays de 67 millions d'habitants, appuyé sur com- munauté de 300 millions de citoyens du monde, la francophonie... . Malgré le retard pris actuellement, le potentiel est considérable si nous savons investir massivement dans la recherche et le développement international. Nos systèmes universitaires sont de haut niveau et la qualification du monde du travail élevée.

Atouts économiques : la France et la Francophonie constituent pour nos partenaires et néanmoins alliés des marchés importants et solvables. Elles ont, sous réserve de voir se développer une autre vision de l'entreprise (cf. supra) et une autre vision du duo état-entreprises, des ressources de productivité énormes si l'on arrive à faire travailler en rythme la combinaison : recherche + qualité de la main d'œuvre + marchés potentiels anciens et nouveaux + créativité des entreprises.

Atouts sociaux : surtout avec une relance de la gauche populaire, la France peut aligner un système social encore relativement exemplaire et motivant, susceptible d'attirer et d'intégrer de nouvelles forces de travail. Beaucoup de travail reste à faire bien sûr pour éloigner les spectres de la mauvaise santé, du mal-logement, du sentiment d'insécurité et pour relancer l'éducation républicaine.

L'énergie. Les Français ne s'en aperçoivent guère ces derniers temps mais la France disposait de grands atouts énergétiques. Elle est présente via le groupe Total et sa flotte pétrolière sur le marché des ressources en énergies fossiles ; elle dispose d'un parc nucléaire important et d'un potentiel considérable pour les énergies renouvelables y compris les plus prometteuses comme celles issues des océans.

France 2.0 **L'évolution de l'informatique** est l'un des rares domaines où l'UE pourrait rendre de grands services s'il elle n'était gênée aux entournures par son atlantisme. Or les USA n'ont bien sûr aucune envie de laisser échapper l'énorme proie que représente un marché européen qu'ils espèrent consolider à l'est et que sa dépendance militaire rend captif.

II-2.2. Les dangers

En contrepoint de ces atouts, quelques défauts viennent hélas les compenser. La superficialité, l'improvisation et les complexes de grande puissance mêlés de

conformisme font partie des tares traditionnelles de notre politique extérieure. La gouvernance au fil de l'eau et l'hybris de l'exécutif ont donné naissance à une forme de techno-populisme qui pose des raisonnements spécieux au mépris les véritables besoins des gens, des leçons de l'histoire et des impératifs de la géographie. On remarquera :

- Une confusion permanente entre les intérêts nationaux de fond et les intérêts privés, les relations ambiguës avec les grands groupes français présents à l'international voire des intérêts de partis. Dès lors le cercle stable de nos Etats amis est en voie d'attrition au profit d'amitiés fugaces avec des dirigeants d'Etats culturellement étrangers et instables.

- Une crise évidente de l'UE économiquement, politiquement et militairement inféodée qui ne peut que nous mécaniser dans des conflits dangereux sans pour autant y apporter une solution. Le déroulé du conflit ukrainien après la non-gestion des accords de Minsk en apporte un exemple qui n'est hélas pas isolé.

- Au plan géostratégique la France devient progressivement, malgré sa force de dissuasion, un Gulliver ficelé par les Lilliputiens et son président passe son temps en navettes qui ne résolvent aucun problème mais en créent d'autres.

- D'ores et déjà, elle est menacée de devenir un Etat secondaire en Europe. Ce n'est pas un problème de prestige, c'est un grave coup porté à notre économie et à notre indépendance nationale pour les prochaines décennies.

- La doxa qui s'est répandue dans une bonne partie de notre sphère politique et de nos media est un vrai danger car elle fait pression sur les acteurs des deux bords en leur imposant des mythes et en les enfermant dans des sophismes sous forme de bi-pôles. Nous n'en évoquerons ici que quelques-uns :

- Socialisme « ou » libéralisme
- Souverainisme « ou » européisme*
- Christianisme « ou » Islam (avec la curieuse variante « culture judéo-chrétienne » dont une partie a failli anéantir l'autre en Europe même !)
- Identité nationale ou Immigration etc.
- Quant aux mythes on citera :
 - « La France n'existe plus, seule l'Europe etc. »
 - « L'UE a gagné la paix » - « le couple franco-allemand »
 - « le mille-feuilles territorial »
 - « les Français ne travaillent pas assez » etc.

III-3. ESQUISSE DU PROJET NOUVEAU DE DEVELOPPEMENT

Le nouveau projet économique, éducatif, politique de la France devra être

bien éloigné de la politique conformiste du gouvernement des comptables, axée sur le maintien et la reproduction de l'existant et de ses privilèges. La construction d'un Projet Nouveau de Développement nous renvoie donc à une vision globale c'est-à-dire prenant en compte tous les éléments d'une politique et leur inter-réaction.

III-3.1. Que faire et dans quel ordre ?

Redonner à la France un bon profil international paraît essentiel car aujourd'hui la paix et la prospérité partagée dépendent largement de la capacité d'une Nation à s'intégrer dans le monde et à jouer intelligemment sur les deux tableaux.

Cela ne veut pas dire s'inféoder sans limites à tel ou tel ensemble paré de toutes les vertus. La longue liste des empires censés durer mille ans mais que les siècles ont vu tomber en poussière est là pour le prouver. Cela ne veut pas dire non plus se contenter de faire du « bench-marking » primaire vis-à-vis d'autres états ayant une autre histoire.

Notre méthode sera de dégager les conséquences de la géographie, les qualités propres à notre et d'articuler en « six piliers de la sagesse » nos priorités et nos repères. Des chapitres précédents nous pouvons déduire que notre projet doit être :

- Social, universaliste et non communautariste
- Global et pacifique
- Planifié et anticipatif
- Libéré du libéralisme destructeur, initiant une nouvelle économie
- Euro-compatible, militant efficacement pour une Europe équilibrée pratiquant l'alternance politique
- Républicain et laïc, éducatif et formateur
- Attractif et impliquant pour les nouvelles générations
- Fondé sur la culture francophone et son développement
- Anti-technocratique et partagé (régionalisation, corps intermédiaires, respectant tous les sexes et genres, humain, suppression des abus de droits)

III-3.2. Les 6 piliers de la sagesse ou la voie du bon sens

III-3.2.1. Justice sociale d'abord !

Comme nous l'avons évoqué (CH. I et II) le projet radical est par définition à gauche avec des objectifs de plus en plus urgents à atteindre. C'est pourquoi la lutte contre le changement climatique doit être intégrée au projet social et non mise en concurrence avec lui.

Cela concerne les augmentations de salaire, la protection du système de retraites, la fin des privatisations, la priorité donnée aux droits au logement, à l'accès à l'eau et à l'énergie, au transport et à la santé pour tous, à étudier, au juste partage des revenus de l'entreprise. C'est aussi reconstruire l'unité républicaine et le respect de tous les citoyens

si malmenés depuis des années.

Faire de l'éducation au sens large c'est-à-dire celle qui construit la citoyenneté et le développement personnel de tous, l'épine dorsale de notre projet est aussi un marqueur de son caractère populaire, à l'opposé du conformisme social typique des droites françaises ou européennes.

III-3.2.2 Une économie nouvelle au service de tous

Une question est essentielle pour la nouvelle économie que nous voulons construire : comment concilier développement et protection de la planète ?

Certainement pas sous forme d'un « green-washing » généralisé ou de fausses solutions certes à la mode mais insuffisamment mûries dans leurs conséquences et qui ne feront que déplacer le problème.

Nous pensons qu'une véritable remise en cause du modèle productiviste est devenue incontournable. Or, il continue à sévir sous les diverses gouvernances technocratiques qui croient au dialogue avec les lobbies et pourchassent le service public non délégué qui nuirait selon elles à la « concurrence libre et non faussée ». Il est donc indispensable que ces gouvernances soient remises en question, sans quoi le tournant décisif ne sera jamais pris.

Parallèlement, une conception nouvelle de la valeur ajoutée doit se faire jour. L'axe fondamental pour investir et créer de la richesse et de l'emploi c'est une vision plus exigeante du mieux-être global en élargissant le nombre des bénéficiaires, en faisant davantage de qualitatif, en investissant hardiment vers des marchés neufs grâce à notre puissance culturelle et une politique internationale qui ne reflète plus le monde binaire proposé par les USA et leurs dépendants.

Il faut aussi s'opposer résolument à la puissance des groupes industriels et financiers qui fondent leur prospérité sur la malbouffe, la surconsommation en général ou les situations de quasi-monopole car ils contribuent à la destruction du bien-vivre qui génère par ricochet de nouvelles dépenses publiques.

Dans la tradition française, l'Etat est là pour initier de grands projets, soutenir le capital à risque et la recherche avec des garanties appropriées, non pour subir le chantage à l'emploi, le rôle de commercial et d'assureur pour des transactions dangereuses ou encore être complice de délégations excessives du service public ou de vente par appartements de notre industrie et de notre agriculture.

III-3.2.3. La culture française, notre colonne vertébrale

En France, le mot culture évoque généralement le plaisir et le développement personnel des citoyens.

Il en résulte que dans l'esprit de beaucoup (y compris de ses acteurs !) et en particulier de bien des gouvernants inféodés à Bercy, elle est surtout considérée comme un poste de dépenses pour l'Etat. C'est une profonde erreur qui nous coûte en fait très cher.

Mais nous le prenons ici dans son acception générale, à savoir « l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social ».

En effet, la culture originale de notre pays est l'épine dorsale du « système français » au travers de sa langue, mais aussi de son droit, de ses normes, aussi de son influence en général. Elle influence donc en retour sa prospérité économique et politique et ce de façon pérenne. Que seraient en effet notre tourisme, nos industries du luxe, nos ventes de livres et de films, nos implantations muséographiques et la créativité de nos élites scientifiques, culturelles (au sens français cette fois-ci) sans l'investissement culturel séculaire des Français, des Belges, des Suisses et d'autres francophones ?

Où en serions-nous sans l'investissement politique (et pas seulement militaire) de fond des siècles et années passées, que nous affectons souvent de mépriser aujourd'hui ?

Par contre, s'imaginer que vendre des tombereaux d'armement (avec une « rentabilité » très discutée et soigneusement occultée aux yeux des citoyens) à des Etats souvent douteux et sans lien pérenne avec notre pays, forme une politique pouvant se substituer à une collaboration séculaire et mutuellement profitable avec de vieux amis, est une lourde erreur et nous pouvons le constater journellement. C'est en fait lâcher durablement la proie pour l'ombre en matière politique mais aussi économique et à l'arrivée ça ne change rien à nos déséquilibres structurels.

Il nous faut maintenant reprendre le bon chemin et investir massivement sur l'ensemble des volets culturels : Recherche, Universités, Francophonie et Outremer, bref tout ce qui peut élargir notre influence culturelle dans le monde et en Europe et non, comme actuellement, accepter sans discussion la politique d'influence américaine et céder sans cesse du terrain sur les plans industriel, juridique, commercial ou culturel. Cette façon de faire relève d'ailleurs, pour des responsables politiques, de la forfaiture car elle va inévitablement de pair avec la dépendance économique et politique. Négocier, oui – ce qui n'a jamais été fait sérieusement – se soumettre, non.

Au contraire, la reconnaissance du caractère essentiel de notre politique d'influence culturelle, de son droit à exister et sa mise en pratique ne peuvent que bénéficier au monde culturel francophone et au nôtre en particulier en lui assurant la pérennité de ses marchés et de ses ressources.

III-3.2.4. Un nouveau profil pour une politique globale

Une politique globale, celle qui est menée souvent avec efficacité par les puissances importantes mais concerne aussi les « poids moyens » surtout s'ils ont une

culture internationale propre, inclut par définition tous les volets d'une politique et ne sépare pas la politique intérieure de la politique extérieure car l'une réagit sur l'autre à de nombreux titres sans pour autant la diriger.

Dans le monde communicationnel que nous vivons, il faut que tout ceci se traduise par un nouveau profil pour la France, celui d'un pays fier de sa culture partagée avec 300 millions d'êtres humains et bientôt davantage, combattant l'injustice sociale sur son propre sol avant de donner des leçons au monde entier, cohérente et acteur de la paix et de la solidarité dans sa politique extérieure ; une puissance qui valorise enfin son potentiel dissuasif auprès de ses partenaires. Bref, un profil qui soit proche de l'idéal des radicaux et non à l'opposé. Cette identité positive à laquelle tous les Français voudraient pouvoir adhérer, nous devons en faire un pilier et le présenter à tous nos amis qui regrettent une France libre et non inféodée, pratiquant des valeurs de qualité et non un libéralisme pérenne vaguement teinté de rose. Une France qui propage partout la culture, les libertés et la paix.

III-3.2.5. Rebâtir une politique extérieure cohérente et durable

Ne pas chercher midi à quatorze heures, tel semble être le principe que l'on a oublié à l'international. La France possède une langue majeure et encore en développement, de points d'appui existants ou potentiels dans le monde entier, d'un réseau diplomatique et militaire de grande qualité et d'un reste d'image indépendante pouvant constituer une alternative aux Empires pour des pays soucieux de préserver à la fois leur indépendance et leur développement.

Mais au mépris de l'histoire, on préfère l'enfermer en Europe centrale tandis que le Maghreb et toujours plus d'autres pays africains s'éloignent d'elle. Au Moyen-Orient nous avons laissé passer l'occasion d'actions positives et nous contentons d'y vendre sans contrepartie politique des armes qui demain seront peut-être retournées contre nous ou serviront de prétexte à des actions terroristes.

Nous proposons, nous, demi eux comprendre et demi eux dialoguer pour garder et fortifier les vieilles amitiés internationales, restaurer les autres et en conquérir de nouvelles qui soient pérennes, en lien avec nos points forts et non au gré des lobbies ou d'intérêts étrangers. Si nous savons proposer et co-investir dans des projets ambitieux et pacifiques, travailler par grandes zones avec nos outremer en appui, éviter de faire dépendre les questions de fond des aléas du moment et barrer la route à l'utilisation du droit, de normes ou de coopérations éducatives non françaises ou européennes, tout cela est possible.

Quand à penser que nous supplanterons les Américains, redevenus principaux fournisseurs de matériels de guerre qu'ils contrôlent et la République Fédérale sur les marchés d'Europe de l'Est, hinterland traditionnel de l'Allemagne, il faut être bien naïf pour le croire. D'où viendraient alors les futurs marchés qui sans consister

dans l'hyperconsommation ou la Russie honnie, nous permettraient un rétablissement vertueux de nos équilibres économiques ? Silence...

Ce n'est certes pas en nous enfermant dans un nouveau Saint-Empire de plus en plus germanique que nous trouverons une solution à l'équation d'un développement car les écluses qui nous relient au grand large nous seront fermées par ceux qui n'ont jamais vu la mer.

En résumé, cessons de nous disperser et regagnons du terrain en développant avec nos nations amies notre culture autonome dans le monde entier.

III-3.2.6. L'Europe : une option, pas un mantra :

Ici aussi, les questions doivent être clairement posées et débattues et il faut leur donner des réponses démocratiques car un exécutif est là pour exécuter, non pour imposer ses idées personnelles. Il faut aussi éviter de transformer l'UE alias « l'Europe » en mantra reflétant la foi du charbonnier. La plupart de nos partenaires européens se considèrent d'ailleurs comme membres d'un club et non adeptes d'une religion.

Pour la France en tout cas, l'évolution est inquiétante. Avec le départ, provisoire espérons-le de la Grande Bretagne, le « plateau » de l'UE ne repose plus sur trois pays importants dont l'équilibre rendait l'ensemble crédible mais seulement sur deux dans une asymétrie économique et politique croissante, le centre de gravité de l'UE étant aujourd'hui plus proche de Berlin que de Bruxelles.

D'autre part l'UE devient de plus en plus un doublon de l'OTAN politique. Sur quelle base légitime ? Peut-on laisser la présidente de la Commission européenne de n'en faire qu'à sa guise ? Et surtout l'UE, fondée sur un modèle économique vieillissant, a-t-elle vocation à s'arroger progressivement une compétence politique générale sans que les citoyens des pays-membres soient appelés à en décider voire contre leur volonté ? Ne vaut-il pas mieux revoir notre copie et non faire une confiance aveugle à l'UE pour s'auto-réformer... un jour ?

Nous pensons que l'Europe, si elle doit un jour être autre chose qu'un mot, mérite mieux que des mantras, des impasses démocratiques et surtout cette soumission croissante aux intérêts extérieurs auquel l'expose le fondamentalisme libéral. Dès lors à quoi bon vouloir, à gauche, une politisation accélérée de l'UE en l'état pour y verrouiller une gouvernance parfaitement contraire à nos propres principes... et aux intérêts du pays ? Voilà ce qui s'appelle tresser une corde pour se pendre et naviguer dans l'incohérence, un mal que les Radicaux ont toujours combattu.

Il est encore possible de rectifier le tir car nous ne voulons pas d'un « Frexit ». Mais une pause est en tout cas préférable à la fuite en avant d'une UE politisée désormais dans un déséquilibre qui ne fera que s'aggraver avec l'adhésion programmée

de l'Ukraine, du Kosovo (dont l'une des 5 langues officielles est... l'anglais !), de la Macédoine du Nord, de l'Albanie etc.

Un sujet essentiel reste la défense de l'ensemble européen, UE et hors-UE. Et contrairement là aussi à une idée répandue, amasser des armements ne suffit pas à protéger. L'expérience des derniers conflits provoqués par le nazisme et le fascisme européens a prouvé que l'essentiel n'est pas le matériel militaire mais la volonté politique de s'en servir à bon escient pour protéger ses propres intérêts et la liberté, dans un périmètre bien défini. Sans quoi, nous aurions vaincu en 1940 avec une Marine, par exemple, bien supérieure à celle du Reich.

Voir dans l'OTAN c'est-à-dire les USA, le seul bouclier de l'Europe est donc une impasse même si beaucoup de petits ou moyens Etats veulent surtout éloigner le centre de décisions (?) de Paris et de Berlin, que le départ britannique a privés de tout contrepoids. C'est pourquoi la politique macroniste d'esprit vaguement consulaire qui croit pouvoir restaurer l'influence de la France dans une Europe de l'Est coupée de la Russie est illusoire et de plus, incohérente. De leur côté les USA, en faisant adhérer à l'UE dirigée par une amie de petits états qui dépendent d'eux, s'assurent durablement une majorité au Conseil de l'UE.

La seule véritable autre option possible est la création d'une Communauté Européenne de Défense associant les vecteurs français et britannique de la dissuasion mais bien sûr dissociée de l'UE qui doit rester cantonnée au secteur économique où elle a fait ses preuves.

Dans notre esprit, elle a vocation à se substituer progressivement à l'OTAN mais seulement dans la durée et pourrait s'associer entretemps à cette organisation. Du système du condottiere extérieur et dominant, on passerait à la défense citoyenne et européenne.

Cette nouvelle CED offrirait à une Europe resserrée, protégée par une volonté commune documentée par une dissuasion crédible car européenne, de devenir adulte politiquement sur des bases saines et non sur une dépendance militaire extérieure qui se traduit imparablement par une dépendance idéologique, culturelle, technologique et économique. Une base solide viendrait ainsi se substituer aux pieds d'argile du colosse économique européen.

IV. CONCLUSION

La situation actuelle offre de réelles opportunités aux Radicaux pour redevenir des acteurs significatifs de notre vie politique nationale et européenne. Sur ces deux théâtres la politique, en butte à un désamour évident de la part des citoyennes et citoyens qu'elle déçoit, ne pourrait qu'y gagner. Comment et à quelles conditions?

Tout d'abord, nous l'avons vu, en redécouvrant leur propre ADN, en lien avec la tradition, la force que leur donne le fait de partager une philosophie plutôt qu'une doctrine et un ancrage dans les valeurs républicaines loin de la technocratie et de l'embourgeoisement. Des valeurs plus modernes, plus solides, plus humaines que la logique de l'argent ou les faux atours de crédits vieillissants que leurs propres partisans ne respectent même plus. Un comportement aussi, empreint des valeurs de solidarité et de fraternité, respectueux des personnes et des opinions républicaines et qui leur fait distinguer une saine combativité d'une stérile agressivité.

Ensuite et surtout, en sachant se souvenir que l'âme d'un combat politique est, pour nous, l'amour du peuple et non la poursuite d'objectifs secondaires à la remorque d'autres formations ou en pratiquant un opportunisme qui a valu au Radicalisme son déclin d'avant et d'après-guerre. Il nous faut donc nous inspirer de l'exemple de nos grands anciens qui ont su inspirer et réaliser de grandes réformes, faire de la France le pays laïc par excellence et servir de catalyseur à l'union de la gauche qui permit à celle-ci de triompher en 1981.

La renaissance du radicalisme, pour le bien de tous, est en fait à notre portée si au-delà de divisions largement dues à des égos qu'on rencontre aussi dans d'autres partis, nous savons apporter notre pierre au débat politique et à la reconstruction d'une France assurée. Cette pierre, qui doit encore être taillée, c'est notre manifeste et une plate-forme radicale que tous les radicaux sont invités à enrichir en permanence pour en faire un corpus cohérent redonnant de l'espoir à ceux qui croient en la politique.

Et pour nous, LRDG, elle doit d'abord nous aider à aider ceux que doit servir la gauche, ceux qui basculent du jour au lendemain dans les difficultés et parfois la misère, cette nouvelle « classe ouvrière » atomisée par la logique libérale. Nos vraies priorités ne doivent pas être nos velléités partisanses mais sont leurs problèmes, leurs soucis, leurs aspirations. Leur vote a d'ailleurs prouvé que ce n'était pas à la Gauche qu'ils en voulaient mais à sa démission et à sa désunion.

Nous avons souhaité, dans ces quelques pages, faire souffler un vent nouveau. En effet, un pays qui confie son destin à une pensée technocratique et conformiste, souhaite non s'associer mais se fondre dans tel ou tel ensemble au nom de valeurs principalement économiques, mène une politique extérieure erratique et improvisée, se laisse aller à

oublier son passé et surtout sa culture mondiale, verra fatalement son niveau de vie baisser avec son influence et le bonheur diminuer dans sa population divisée.

Nous avons surtout voulu esquisser les grandes lignes d'un nouveau projet de développement qui nous fait partir des vrais fondamentaux d'une politique globale et cohérente, porteuse d'un but commun. Une politique c'est en effet d'abord une volonté d'être et non la dérive au fil des courants sous l'influence du vent des événements. C'est naviguer tantôt au portant tantôt en louvoyant, parfois seuls et parfois en flotte mais en ne perdant jamais notre cap, celui d'une France meilleure et plus juste, à mieux vivre pour tous, qui porte sa part dans les responsabilités mondiales.

Il s'agissait donc de définir notre prochain profil mondial et de nous y tenir, pour le bien des Français. Ce profil se résume en quelques grands axes pour **accomplir un indispensable changement de paradigme** :

- Une autre vision de la valeur ajoutée, créatrice d'emploi, de vraie richesse, de paix
- Une reprise en main de ce qui doit appartenir à tous et non à quelques-uns
- Un effort massif sur l'éducation républicaine et non la seule école publique
- Un système politique républicain original qui allie liberté et souplesse,
- L'appropriation et la justice du logement pour un citoyen adulte et responsable
- Une coordination de l'économie et une ré-industrialisation vertueuse
- Un effort majeur sur la recherche qui doit ouvrir les portes de l'avenir indépendant de la France et de l'Europe.
- Au niveau mondial, l'exigence d'une concurrence culturelle libre et non faussée dans l'UE comme ailleurs.
- Une Europe non frileusement repliée sur le Rhin et le Danube mais prête à apporter son aide humanitaire à qui en a besoin et à rompre définitivement avec les vieux miasmes de la xénophobie et de l'hypocrisie.

L'identité procède tout naturellement de l'action désintéressée au service d'une cause : la liberté vécue en commun et qui développe une culture autonome non seulement des arts, des lettres et des sciences mais aussi des lois, de la philosophie libérée des religions, du véritable progrès respectueux de la santé et non de la consommation, de la concurrence débridée, de l'argent pris comme référence bref de toutes les idoles et des faux dieux.

C'est cette identité-là qui est la nôtre et que nous ne devons abdiquer sous aucun pré-texte, toute décision politique majeure devant être soumise à un accord explicite et respecté à la lettre du peuple souverain contrairement à ce qui a trop souvent été fait jusqu'ici avec pour conséquence l'illégitimité profonde de certains actes politiques engageant la Nation.

Les pierres du temple républicain, nous n'aurons jamais fini de les apporter, de les tailler,

de les polir et de les intégrer à la construction de la démocratie.

Tous les Radicaux sont les bienvenus dans cet effort, tous nos partenaires de progrès également. **Et que ce Manifeste puisse préparer une nouvelle initiative pour la gouvernance de notre pays, inspirée par la compétence nécessaire mais aussi par des principes justes et stables auxquels nous restons fidèles.**

Jean LEVAIN

Table des Matières

EDITO	
<i>Unir, Innover, Dialoguer, Convaincre</i>	page.2
Les Radicaux de Gauche - LRDG : LE MANIFESTE RADICAL	p.5
VINGT PROPOSITIONS RADICALES	p.6
I. SA FORCE	
II. SON UNITÉ	
III. SON AVENIR	
LE MONDE A DES EXIGENCES	p.11
UN ÉTAT DES LIEUX ET DES PISTES	p.12
I. RADICAUX LIBRES	p.21
I. RADICAUX LIBRES...DE PENSER, D'AGIR ET DE CONSTRUIRE	
I-1. L'impensé radical	p.24
I-1.1. Qu'est-ce que le Radicalisme du XXIe siècle ?	p.25
I-1.2. Les piliers du radicalisme	
LE SOLIDARISME*	
L'UNIVERSALISME*	p.26
La LAÏCITE	
Le SENS DE L'ETAT	p.27
I-1.3. Libres de penser par nous-mêmes sur l'échiquier politique	
I-1.4. Face aux attentes populaires	
I-2. Pour Agir... ..	p.28
I-2.1. ...à gauche	p.29
I-2.2. et en politique générale	
I-2.3. Côté institutions, quelles réformes apporter ?	p.30
I-3. D'une économie en transition... ..	p.33
I-4. ...Au changement de paradigme	p.34
II. A GAUCHE, AU SERVICE DU PEUPLE	p.35
II-1. NOURRIR, LOGER ET DEVELOPPER au service des CITOYENS	p.36
II-1.1. Travailler pour vivre et non vivre pour travailler...	
II-1.1.1 - L'entreprise et la collectivité	

II-1.1.2 - La retraite (définie par rapport au travail)	p.37
II-1.2. Loger et se loger	
II-1.3. Impulser et organiser un développement social et économique.....	p.38
II-1.3.1. Définir les bonnes priorités en planifiant	
II-1.3.2. Optimiser le moteur économique	p.39
II-1.3.3. Débusquer le gaspillage de ressources financières... ..	p.41
II-2. EDUQUER ET FORMER : LE CREUSET DE LA REPUBLIQUE	p.44
II-2.1. L'Ecole Publique rénovée	p.45
II-2. 2. L'éducation républicaine concertée	
II-2. 3. L'éducation républicaine incarnée	p.46
II-3. VIVRE EN REPUBLIQUE	p.47
II-3.1. Justice, sécurité et sûreté	
II-3.1.1. Des moyens pour la justice et son environnement	p.48
II-3.1.2. La sécurité des personnes et des biens	
II-3.1.3. Les élus locaux, élus de proximité	
II-3.2. Vivre dans le respect des droits	p.49
II-3.2.1. Pas de droits mais un vrai respect pour les amis de l'Homme	
II-3.3. Vivre bien toute sa vie	p.50
II-3.3.1. La santé	
II-3.3.2. Les chemins de la vie	p.52
II-3.3.3. Le droit à un environnement de qualité	
II-3.3.4. Le droit à la culture et l'éducation populaire	p.53
II-3.4. Vivre ensemble (la solidarité et la fraternité)	p.54
II-3.4.1. Le revenu minimum	
II-3.4.2. Les situations de handicap	
II-3.4.3. Le statut d'accueil	
III. AU SERVICE DE LA FRANCE	p.56
III-1. LA FRANCE AU CŒUR	
III-1.1. Pourquoi une Nation ?	
III-1.2. L'état des lieux	
III-1.3. Les Espaces	p.57
III-1.3.1. L'Espace intersidéral	
III-1.3.2. L'espace planétaire	

III-1.3.3. L'espace francophone	p.58
III-1.3.4. Les échelles européennes	
III-2. LES ATOUTS ET LES DANGERS	p.60
III-2.1. Les atouts	
III-2.2. Les dangers	
III-3. ESQUISSE DU PROJET NOUVEAU DE DEVELOPPEMENT	p.61
III-3.1. Que faire et dans quel ordre ?	p.62
III-3.2. Les 6 piliers de la sagesse ou la voie du bon sens	
III-3.2.1. Justice sociale d'abord !	
III-3.2.2. Une économie nouvelle au service de tous	p.63
III-3.2.3. La culture française, notre colonne vertébrale	
III-3.2.4. Un nouveau profil pour une politique globale	p.64
III-3.2.5. Rebâtir une politique extérieure cohérente et durable	p.65
III-3.2.6. L'Europe : une option, pas un mantra	p.66
IV. CONCLUSION	p.68

LEXIQUE

C.N.R. : Conseil National de la Résistance mis en place par le Radical Jean Moulin dont le programme fut approuvé par la majorité des composantes politiques et syndicales de l'époque douloureuse de la dernière guerre. A ne pas confondre avec l'ersatz cynique dénommé Conseil national de la refondation, mis en oeuvre par les communicants de la Macronie.

CETA, TAFTA etc. : Le CETA le traité de libre-échange avec le Canada s'est attiré les foudres des oppositions de droite comme de gauche, en passant par les écologistes. Il a été voté par les députés de la majorité macroniste. Les oppositions accusent le gouvernement et la majorité de « mensonges » sur les farines animales, qui seront « bel et bien consommées par les bovins qui vont atterrir dans nos assiettes », selon LR. En effet, le Ceta ne se prononce pas sur le cas des farines animales. A ce jour, « rien n'interdit l'importation en Europe d'animaux nourris aux farines animales » dans les textes européens, fait remarquer l'économiste L.Fontagné. Les antibiotiques ne sont pas non plus évoqués par le traité. De quoi rassembler les différents syndicats agricoles français... contre le texte. La gauche a dénoncé un texte « incompatible avec les accords de Paris » et avec un « veto » climatique « introuvable ». Olivier Faure a souligné « l'alerte venue de partout », des agriculteurs comme des écologistes. Les traités de libre-échange ont été cependant signés par l'UE malgré une forte contestation.

Le TAFTA : un acronyme pour « Transatlantic Free Trade agreement ». « Un projet d'accord de libre-échange avec d'un côté les États-Unis et de l'autre l'Europe. Au total 815 millions de consommateurs. L'objectif du TAFTA : libéraliser le commerce. « Pour ça, on baisse les droits de douane et on réduit au maximum les différences de réglementation », selon Anne Maquignon.

DATAR : La Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR) était une administration française chargée, de 1963 à 2014, de préparer les orientations et de mettre en oeuvre la politique nationale d'aménagement et de développement du territoire. Remplacée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), un service de l'État placé sous l'autorité du ministre de la Cohésion des territoires. Création en 2020 après fusion du CGET (Commissariat général à l'égalité des territoires) avec d'autres organismes. Le CGET était déjà né en 2014 de la fusion de la Datar, du Comité interministériel des villes et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances. Le siège de l'ANCT est situé à Saint-Denis.

Européiste : Favorable à l'unification de l'Europe.

INSP ex-ENA : L'INSP remplace l'ENA, établissement qui prépare depuis 1945 aux métiers de la haute fonction publique. Son recrutement sera plus ouvert que par le passé. Le 1er janvier 2022, l'Institut national du service public, l'INSP, a remplacé officiellement l'École nationale d'administration (ENA). Créée en 1945 par Charles de Gaulle, l'école formait aux métiers de la haute fonction publique.

SAFER : Une Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) est une société anonyme, sans but lucratif (sans distribution de bénéfices), avec des missions d'intérêt général, sous tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances. Les Safer couvrent le territoire français métropolitain et 3 DOM. Issues des lois d'orientation agricole de 1960-62, Leur sactions relèvent des tribunaux judiciaires, (tribunaux de grandes instances, cours d'appel et Cour de cassation).

Souverainiste : Le souverainisme est, selon ses promoteurs initiaux, une doctrine politique soutenant la préservation de la souveraineté nationale d'un pays par rapport à des instances supranationales. Le concept peut couvrir celui de souveraineté économique.

Solidarisme : C'est une philosophie politique défendue par le député français radical Léon Bourgeois, qui développe ce courant de pensée en 1896. Selon lui, la philosophie de la solidarité peut favoriser la construction « d'une République de la main tendue contre le poing fermé, de la mutualité règle suprême de la vie commune contre la charité réduite à une pitié agissante ». C'est au nom de la solidarité qu'il défendra le principe de l'impôt sur les successions, de l'impôt sur le revenu et la mise en place d'une retraite pour les travailleurs³.

Universalisme : L'universalisme désigne de nombreux concepts : en religion, en droit, en philosophie. Doctrine qui considère la réalité comme un tout unique, ce qui revient à dire universel, dans lequel les individus ne peuvent être isolés, si ce n'est par abstraction.

LES JOURNÉES DE LA RÉPUBLIQUE 2023



Héritiers de grandes figures de l'histoire politique française, les Radicaux de Gauche veulent participer à la reconstruction d'une Gauche de gouvernement laïque, européenne et solidaire.

Notre République est aujourd'hui malmenée par les inégalités économiques, et le chômage, accentués par les effets néfastes du libéralisme économique.

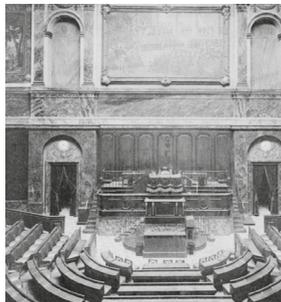
Ce qui importe pour la gauche c'est de garder une place pour ce qui la rassemble, ce qui la transcende, pour ce que l'histoire retiendra, à savoir l'intérêt général.

La défense de la République nous donne la force de reconstruire la gauche de gouvernement à condition qu'elle soit elle-même, à condition qu'elle accepte le rassemblement sans compromission, et, à condition aussi qu'elle soit fière de ce qu'elle a accompli.

Il est temps d'écrire une nouvelle page en balayant les rancœurs du passé, et les ressentiments.

Pour œuvrer à cette reconstruction, les Radicaux de Gauche (LRDG) ont organisé les premières Journées de la République en septembre 2023 (avec la collaboration de PACE et NGS). Cet espace de dialogue, qui a réuni l'ensemble des partis et mouvements de la gauche de gouvernement, des spécialistes et des personnalités, sera reconduit chaque année.





LES RADICAUX DE GAUCHE



Le Manifeste Radical - 5 €